



RÉSUMÉ

Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest

Alexandre Marc, Neelam Verjee, et Stephen Mogaka



RÉSUMÉ

Relever les défis
de la stabilité et
de la sécurité en
Afrique de l'Ouest

RÉSUMÉ

Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest

Alexandre Marc, Neelam Verjee, et
Stephen Mogaka

Cette brochure contient le résumé de *The Challenge of Stability and Security in West Africa* (doi : 10.1596/978-1-4648-0464-9). Le PDF du livre est disponible en version intégrale sur <https://openknowledge.worldbank.org/>. Le format papier peut être commandé sur <http://Amazon.com>.

© 2015 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre de *The Challenge of Stability and Security in West Africa : Summary* en 2015. En cas de contradictions, la langue originale prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/> Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Marc, Alexandre, Neelam Verjee, et Stephen Mogaka. 2015. « Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest : Résumé. » Collection l'Afrique en développement. Washington, DC : La Banque mondiale. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une oeuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street, NW Washington, DC, 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

L'art de couverture: Entre Deux, 2013. Acrylique sur tissu, 150/120 cm © Amadou Sanogo; autorisation nécessaire pour toute utilisation ultérieure.

Conception de la page de couverture: Debra Naylor, Naylor Design, Inc.

Collection l'Afrique en développement

Créée en 2009, la « Collection l'Afrique en développement » s'intéresse aux grands enjeux sociaux et économiques du développement en Afrique subsaharienne. Chacun de ses numéros dresse l'état des lieux d'une problématique et contribue à alimenter la réflexion liée à l'élaboration des politiques locales, régionales et mondiales. Décideurs, chercheurs et étudiants y trouveront les résultats des travaux de recherche les plus récents, mettant en évidence les difficultés et les opportunités de développement du continent.

Cette collection est dirigée par l'Agence Française de Développement et la Banque Mondiale. Pluridisciplinaires, les manuscrits sélectionnés émanent des travaux de recherche et des activités de terrain des deux institutions. Ils sont choisis pour leur pertinence au regard de l'actualité du développement. En travaillant ensemble sur cette collection, l'Agence Française de Développement et la Banque mondiale entendent renouveler les façons d'analyser et de comprendre le développement de l'Afrique subsaharienne.

Membres du comité consultatif

Agence française de développement

Jean-Yves Grosclaude, directeur de la stratégie

Alain Henry, directeur de la recherche

Guillaume de Saint Phalle, responsable de la division gestion des connaissances

Cyrille Bellier, responsable de la division recherche et développement

Banque mondiale

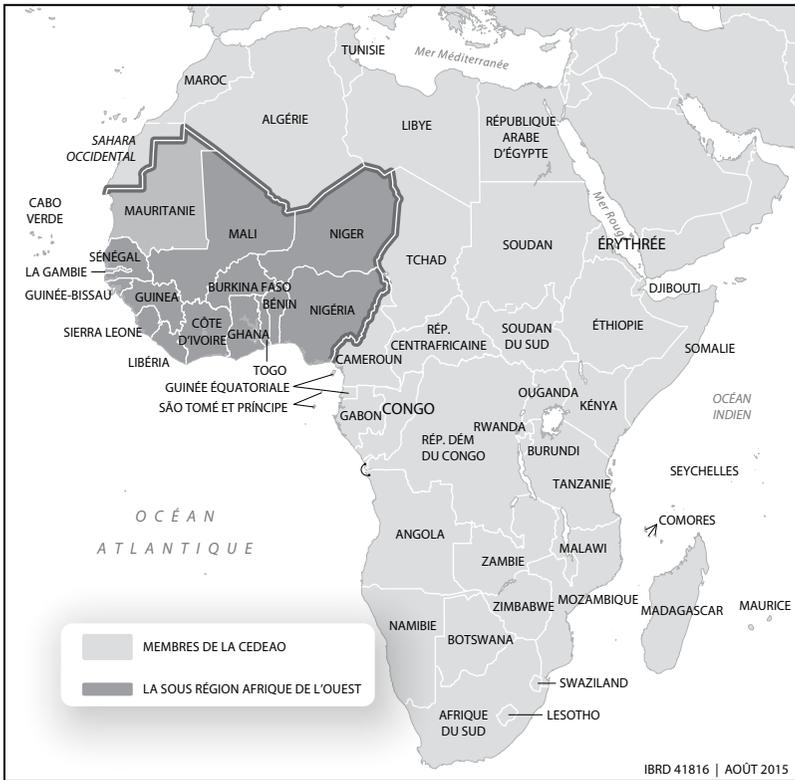
Francisco H. G. Ferreira, économiste en chef, région Afrique

Richard Damania, économiste principal, région Afrique

Stephen McGroarty, directeur éditorial, département des publications

Carlos Rossel, éditeur

La sous-région de l'Afrique de l'Ouest, pays membres de la CEDEAO



Titres de la Collection l'Afrique en développement

Africa's Infrastructure: A Time for Transformation (2010) edited by Vivien Foster and Cecilia Briceño-Garmendia

Gender Disparities in Africa's Labor Market (2010) edited by Jorge Saba Arbache, Alexandre Kolev, and Ewa Filipiak

Challenges for African Agriculture (2010) edited by Jean-Claude Deveze

Contemporary Migration to South Africa: A Regional Development Issue (2011) edited by Aurelia Segatti and Loren Landau

* *Light Manufacturing in Africa: Targeted Policies to Enhance Private Investment and Create Jobs*, «L'industrie légère en Afrique : Politiques ciblées pour susciter l'investissement privé et créer des emplois» (2012) by Hinh T. Dinh, Vincent Palmade, Vandana Chandra, and Frances Cossar

* *Informal Sector in Francophone Africa: Firm Size, Productivity, and Institutions*, «Le système d'approvisionnement en terres dans les villes d'Afrique de l'Ouest : L'exemple de Bamako» (2012) by Nancy Benjamin and Ahmadou Aly Mbaye

* *Financing Africa's Cities: The Imperative of Local Investment*, «Financer les villes d'Afrique : L'enjeu de l'investissement local» (2012) by Thierry Paulais

* *Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*, «Transformations rurales et développement : Les défis du changement structurel dans un monde globalisé» (2012) by Bruno Losch, Sandrine Fréguin-Gresh, and Eric Thomas White

The Political Economy of Decentralization in Sub-Saharan Africa: A New Implementation Model (2013) edited by Bernard Dafflon and Thierry Madiès

Empowering Women: Legal Rights and Economic Opportunities in Africa (2013) by Mary Hallward-Driemeier and Tazeen Hasan

Enterprising Women: Expanding Economic Opportunities in Africa (2013) by Mary Hallward-Driemeier

Urban Labor Markets in Sub-Saharan Africa (2013) edited by Philippe De Vreyer and François Roubaud

Securing Africa's Land for Shared Prosperity: A Program to Scale Up Reforms and Investments (2013) by Frank F. K. Byamugisha

- * *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*, «L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne» (2014) by Deon Filmer and Louis Fox
Tourism in Africa: Harnessing Tourism for Growth and Improved Livelihoods (2014) by Iain Christie, Eneida Fernandes, Hannah Messerli, and Louise Twining-Ward
- * *Safety Nets in Africa: Effective Mechanisms to Reach the Poor and Most Vulnerable*, «Les filets sociaux en Afrique : Méthodes efficaces pour cibler les populations pauvres et vulnérables en Afrique» (2015) edited by Carlo del Ninno and Bradford Mills
- * *Land Delivery Systems in West African Cities: The Example of Bamako, Mali*, «Le système d'approvisionnement en terres dans les villes d'Afrique de l'Ouest : L'exemple de Bamako» (2015) by Alain Durand-Lasserve, Maÿlis Durand-Lasserve, and Harris Selod
Enhancing the Climate Resilience of Africa's Infrastructure: The Power and Water Sectors (2015) edited by Raffaello Cervigni, Rikard Liden, James E. Neumann, and Kenneth M. Strzepek
Africa's Demographic Transition: Dividend or Disaster? (2015) edited by David Canning, Sangeeta Raja, and Abdo S. Yazbeck
The Challenge of Fragility and Security in West Africa (2015) by Alexandre Marc, Neelam Verjee, and Stephen Mogaka

* Disponibles en français

Table des matières

<i>Avant-Propos</i>	<i>xi</i>
<i>Remerciements</i>	<i>xiii</i>
<i>Présentation des auteurs</i>	<i>xv</i>
Introduction	
Évolutions récentes des conflits et de la violence dans la sous-région	3
La nature de la violence et des conflits en Afrique de l'Ouest	5
Les conflits se produisent surtout à l'échelle nationale	5
Les systèmes de conflits dans la sous-région	8
L'évolution rapide des formes de violence en Afrique de l'Ouest	11
La persistance d'anciens conflits de nature ethnique ou identitaire	14
Facteurs de conflits et de violence	15
Les nouvelles menaces : trafic, piraterie maritime et extrémisme religieux	15
Le défi de l'intégration des jeunes : atout ou danger ?	16
Les tensions liées aux migrations dans la sous-région	17
Déséquilibres régionaux : une bombe à retardement	18
La répartition inégale des bénéfices provenant des ressources naturelles	19
La fragilité des institutions politiques : maîtriser la compétition pour le pouvoir	20
Sécurité : répondre aux nouvelles menaces	21
Les difficultés liées à la gestion du foncier et à la reconnaissance du droit de propriété	22

Renforcer la résilience face aux conflits	22
Recommandations pour réduire les risques de conflits et de fragilité en Afrique de l'Ouest	24
Repenser l'action des bailleurs de fonds et des agences de développement en matière de réduction de la fragilité	24
Maîtriser les facteurs de conflits	24
Notes	28
Références	29
Cartes	
1 Les systèmes de conflits régionaux de l'Afrique de l'Ouest	9
2 Flux de cocaïne de l'Amérique Latine vers l'Europe transitant par l'Afrique de l'Ouest	13
3 Mouvements migratoires au sein des pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	18
Encadrés	
1 Niger : D'importants efforts pour assurer la stabilité du pays	10
2 La participation citoyenne, instrument de bonne gouvernance	21
3 Le rôle de la CEDEAO dans le développement d'un cadre régional pour la sécurité en l'Afrique de l'Ouest	23
Graphiques	
1 Conflits nationaux par sous-région, 1960-2012	4
2 L'exemple de la Côte d'Ivoire : comment les facteurs de conflit se sont imbriqués pour créer et entretenir un terreau propice à la guerre civile	6

Avant-Propos

L'Afrique de l'Ouest a fait du chemin. Au cours de ces dix dernières années, elle a accompli d'énormes progrès en matière de démocratisation et de coopération tout en enregistrant des taux très élevés de croissance économique. Alors qu'elle était en proie à la guerre civile et aux soubresauts politiques pendant les décennies 1980 et 1990 et qu'elle était fragilisée par des difficultés de gouvernance, la sous-région a retrouvé son identité et son élan depuis les années 2000.

Depuis 2005, la croissance économique n'a cessé d'augmenter, tirée par le cours élevé des matières premières qui a profité aux pays de la région riches en ressources naturelles. L'émergence d'une population de plus en plus jeune, éduquée et avide de se faire entendre et de changer les choses a également accéléré l'ouverture des pays de l'Afrique de l'Ouest. L'avènement des réseaux sociaux, le développement des innovations technologiques et la mondialisation des échanges offrent à cette génération une multitude d'opportunités et de moyens de s'exprimer et d'agir qui étaient impensables à l'époque de leurs parents. Cela impose en même temps plus de responsabilités et davantage de transparence aux pouvoirs publics.

Malgré ces formidables progrès, la région est encore confrontée à de nombreux défis. L'apparition de nouveaux défis tels que le trafic de drogue, la piraterie maritime et les extrémismes religieux au Nigéria et au Mali menace les institutions et les capacités des pays les plus affectés.

Les ravages de l'épidémie de virus Ebola ont également révélé la faiblesse des institutions dans les pays en situation de post-conflit comme la Sierra Leone et le Libéria et les conséquences de l'instabilité politique en Guinée. Cette crise sanitaire nous a rappelé que les conflits se répercutent lourdement sur les générations futures. Il faut fournir des efforts colossaux pour restaurer les institutions et les infrastructures aux lendemains de conflits, pour regagner la confiance du public et renforcer la cohésion sociale.

De nombreux facteurs fragilisent l'Afrique de l'Ouest. Les pays qui en font partie ne disposent pas d'un régime foncier clairement défini et ont tendance

à délaissé et marginaliser leurs régions périphériques, qui sont souvent des zones frontalières. Ils subissent par ailleurs la pression démographique d'une population de plus en plus jeune qui revendique davantage d'intégration sociale notamment en matière d'emploi et d'opportunités pour améliorer leurs conditions de vie. Enfin, sans une meilleure gouvernance, l'essor rapide de l'industrie extractive risque de créer des rentes au profit d'une minorité et au détriment de l'intérêt général.

Paradoxalement, certains de ces facteurs de tensions représentent aussi des atouts pour l'essor de la sous-région. Les populations d'Afrique de l'Ouest sont parmi les plus mobiles au monde. Les mouvements migratoires qui ont longtemps été perçus comme une source de conflits et ont alimenté les luttes pour la possession de terres, des ressources ou des emplois sont aussi le principal moteur économique de la sous-région.

Cet ouvrage dresse un bilan très attendu des évolutions et tendances des conflits et de la fragilité en Afrique de l'Ouest et analyse également leurs principaux déterminants. Cette analyse est indispensable pour mieux concevoir les politiques de développement afin qu'elles contribuent au rétablissement de la paix et à la stabilité en Afrique de l'Ouest. Ainsi nous parviendrons à lever les obstacles qui entravent encore les progrès impressionnants réalisés dans la sous-région au cours des dernières années.

Makhtar Diop,
Vice-président
du Groupe de la Banque mondiale pour l'Afrique

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par une équipe du département fragilité, conflits et violence de la Banque mondiale comprenant Alexandre Marc, spécialiste en chef pour les questions de fragilité, conflits et violence, Neelam Verjee, consultante et Stephen Mogaka consultant.

Il repose sur six documents thématiques commandés et supervisés par la Banque mondiale à des spécialistes de l'Afrique de l'Ouest. Alexandre Marc a dirigé la publication de cet ouvrage qui a été revu et corrigé par Lauri Scherer.

Le document relatif au trafic et à la criminalité organisée a été réalisé par une équipe interne de la Banque comprenant notamment Come Dechery et Laura Ralston. Mathieu Pellerin de l'Institut français des relations internationales y a également contribué. L'ONG International Alert a conçu le document sur les dynamiques relatives à la jeunesse, l'emploi et les disparités entre générations, sous la direction d'Alys Willman de la Banque mondiale. L'étude sur les réponses à apporter aux nouvelles menaces sécuritaires et sur le secteur de la sécurité a été préparée par l'Institut des études sur la sécurité et Dr David Zounmenou, sous la direction de Roland Lomme de la Banque mondiale. Les professeurs Francis Stewart et Arnim Langer ont rédigé le document sur les inégalités horizontales et les déséquilibres régionaux, sous la direction d'Alexandre Marc de la Banque mondiale. L'article sur les conflits fonciers, les migrations et la citoyenneté a été préparé par Kerry Maze de l'Organisation internationale pour les migrations, sous la direction de Peter Van der Auweraert de l'Organisation internationale pour les migrations et de Deborah Isser de la Banque mondiale. Dr Roy Maconachie et Nicholas Menzies ont élaboré le document sur le secteur minier et les industries extractives, sous la direction de Radhika Srinivasan de la Banque mondiale.

Ce rapport a bénéficié d'une revue académique effectuée par Michael Woolcock, Lynne Sherburne-Benz, Bernard Harborne, Nadia Fernanda Piffaretti et Bryan Christopher Land. Les conseils d'Alys Willman ont également été précieux.

Présentation des auteurs

Alexandre Marc, travaille pour le Groupe de la Banque mondiale où il occupe actuellement le poste de spécialiste en chef pour les questions de fragilité, conflits et violences. Il coordonnait auparavant l'équipe Cohésion sociale et prévention de la violence au sein de la direction du Développement social (de 2009 à 2012). Fort de ses 22 années d'expérience dans ce domaine qui l'ont amené à travailler sur quatre continents, Alexandre Marc a acquis une solide connaissance des questions relatives aux conflits, à la fragilité et aux problématiques qui leur sont associées.

Il a débuté sa carrière à la Banque mondiale en 1988, au sein de la Région Afrique. Il a ensuite dirigé le secteur du Développement social pour la région Asie Centrale où il a supervisé les programmes de reconstruction post-conflits en Europe de l'Est de 1999 à 2005.

Alexandre Marc a également dirigé le Fonds pour l'éducation des Roms (REF) entre 2006 et 2007, après avoir été chercheur invité au Centre de recherche internationale de l'IEP de Paris en 2005 où il a effectué des recherches sur la diversité culturelle et les politiques publiques.

En 2011, il a participé à l'élaboration du Rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde : *Conflits, sécurité et développement* avec des contributions sur la prévention de la violence

Alexandre Marc est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP-Sciences Po). Il a été chercheur et consultant en études africaines à l'université d'Oxford (*St. Antony's College*) et auprès de la Société d'études économiques et sociales à Paris. Ses plus récentes publications sont: *Societal Dynamics and Fragility: Engaging Societies in Responding to Fragile Situations* (Banque mondiale 2013) and *Violence in the City: Understanding and Supporting Community Responses to Urban Violence* (Banque mondiale 2010).

Neelam Verjee travaille au sein de l'équipe du Groupe de la Banque mondiale en charge des questions de fragilité, de conflits et violences depuis décembre 2013. Elle est titulaire d'un Master en administration publique avec une spécialisation

sur les questions de sécurité et les conflits de la *School of International and Public Affairs* de l'Université Columbia. Elle est également diplômée de la *London School of Economics* en politiques sociales et administration. Elle a auparavant été directrice de programme pour l'ONG kenyane Sisi Ni Amani (« nous sommes la paix » en Swahili) qui s'attache à renforcer la paix et la cohésion sociale grâce aux outils modernes de communication. Elle a également dirigé des projets de renforcement des capacités à l'Institut World Policy de New York. Neelam Verjee a travaillé pour la presse écrite pendant cinq ans en tant que journaliste économique au *Times* à Londres, et au *Mint* à Bombay, en Inde pour lequel elle couvrait l'actualité de l'industrie du divertissement et de Bollywood. Elle écrit également pour *Quartz*, journal numérique du groupe de presse Atlantic et a aussi travaillé à des programmes de télévision et de radio.

Stephen Mogaka fait partie de l'équipe du Groupe de la Banque mondiale chargée des questions de fragilité, conflits et violences. Il est titulaire d'un diplôme en Sciences politiques de l'Université de New Delhi en Inde et d'un Master en sciences politiques de l'Université de Nairobi au Kenya. Il a mené de nombreux travaux de recherches et d'analyse sur les conflits et sur la reconstruction post-conflit. Il s'intéresse particulièrement aux régions de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique et notamment aux questions relatives aux conflits d'origine identitaire, aux transitions démocratiques, aux relations entre la société civile et les forces armées ainsi qu'aux politiques publiques liées à l'émergence de l'industrie extractive en Afrique.

Introduction

Depuis 2010, l'Afrique de l'Ouest connaît une intensification des violences et une multiplication des conflits. Alors que les perspectives de croissance semblent très encourageantes, ces difficultés pourraient entraver son futur développement et remettre en cause les avancées économiques et sociales réalisées par les pays de la sous-région. L'Afrique de l'Ouest a en effet été déstabilisée par des flambées de violences, la résurgence de conflits et la montée de l'extrémisme religieux, en particulier au Mali et au Nord du Nigéria. Le trafic de drogue et la piraterie maritime s'y sont aussi rapidement enracinés, contribuant à fragiliser durablement des pays comme la Guinée-Bissau. Le principal défi pour la sous-région sera de surmonter la violence et la fragilité dans ses zones les plus vulnérables afin qu'elle puisse poursuivre les avancées impressionnantes enregistrées au cours de la dernière décennie en matière de renforcement de la démocratie et de développement économique.

Les violences et les conflits se sont intensifiés alors que la sous-région affiche des taux de croissance parmi les plus élevés d'Afrique. Selon les projections du Groupe de la Banque africaine de développement (ADB et al., 2013), le taux de croissance de l'Afrique de l'Ouest devait ainsi s'élever à 6,7 % en 2013 et 7,4 % en 2014. Paradoxalement ce développement accéléré a généré des tensions déstabilisantes pour la sous-région. La forte croissance a creusé les inégalités. En particulier, le dynamisme du secteur extractif et l'augmentation des prix agricoles ont entraîné de nombreuses tensions sociales. En outre, la hausse du niveau général d'éducation conduit la population à revendiquer de meilleures conditions de vie. Certains facteurs de fragilité constituent donc le revers de la médaille des progrès accomplis par la sous-région.

Au cours des dix dernières années, les progrès réalisés en matière d'inclusion politique et de démocratisation ont permis d'atténuer les tensions en Afrique de l'Ouest. Cette région abrite d'ailleurs certains des pays les plus stables du continent, comme le Sénégal et le Ghana. La Sierra Leone, le Libéria et la Côte d'Ivoire sont, quant à eux, parvenus à restaurer la paix après avoir traversé des périodes de conflits intenses. L'Afrique de l'Ouest reste une des sous-régions du continent où la violence et les conflits ont fait le moins de victimes, malgré la guerre du Biafra et la violence qui a touché les pays du bassin du fleuve Mano

dans les années 1990. Elle peut donc apporter des solutions pour sortir de situation de fragilité et de conflits aux autres pays de la planète qui connaissent des situations semblables.

A mi-octobre 2014, l'épidémie de virus Ebola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest a fait plus de 4 500 victimes en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria. Et depuis l'achèvement de la majeure partie des travaux de recherche réalisés dans le cadre de cette étude, les taux d'infection ont augmenté de façon exponentielle. Cette crise vient rappeler brutalement que les conflits ont des conséquences de long terme sur le tissu social, politique et économique d'un pays. En effet, le manque de médecins constaté dans ces pays est en large partie dû aux conflits passés. On compte ainsi seulement 1,4 médecin pour 100 000 habitants au Libéria et 1 pour 45 000 habitants en Sierra Leone (Fofana et Flynn, 2014), comparé au ratio de 1 pour 600 recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'instabilité passée et d'anciens conflits ont créé une forte méfiance du public à l'encontre des autorités et de la communauté internationale, entravant ainsi les efforts pour freiner la propagation du virus Ebola (Thomas, 2014). Dans l'ensemble, la crise d'Ebola a montré combien le manque d'attention portée aux questions de gouvernance et au rétablissement des institutions dans les situations post-conflits peut avoir de lourdes conséquences des décennies plus tard.

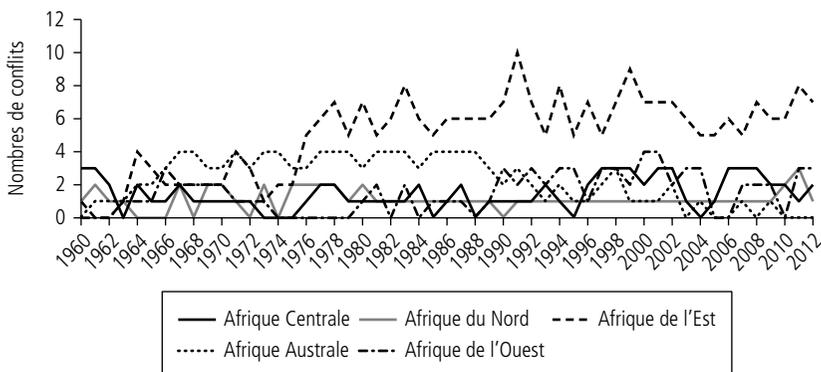
Ce rapport s'appuie sur le cadre analytique défini dans le Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflits, Sécurité et Développement. Il repose également sur les thèses développées dans l'ouvrage : Dynamiques sociétales et Fragilité, une étude réalisée par le Département du Développement Social de la Banque mondiale en 2012. Le Rapport sur le développement dans le monde se base sur l'hypothèse fondamentale que la fragilité et les conflits sont le produit de facteurs exogènes et endogènes de perturbations que les institutions locales et régionales sont incapables de contenir ou d'atténuer (World Bank, 2011). Dans certains cas, ces perturbations sont si intenses que même des institutions fortes sont incapables de les maîtriser. Dans d'autres cas, même de légères perturbations peuvent déstabiliser des institutions faibles et inefficaces et donner lieu à des violences incontrôlées. L'évolution rapide des sociétés africaines exige des efforts considérables d'adaptation des institutions nationales et locales. Celles-ci doivent se transformer rapidement, tout en veillant à préserver leur légitimité et leur efficacité. Certaines institutions entretiennent aussi des rapports particulièrement difficiles entre elles, surtout les institutions publiques (qui tentent de satisfaire les besoins collectifs d'une société) et les instances coutumières (qui dominent à l'échelon local et assurent la prise en charge des problèmes au niveau local). Beaucoup d'institutions africaines éprouvent des difficultés à s'adapter à ces évolutions rapides et se retrouvent fréquemment en décalage avec les attentes et les besoins de certains groupes sociaux.

Cet ouvrage a trois objectifs. Il propose une définition commune des grands facteurs de fragilité et de violence en Afrique de l'Ouest et identifie les dynamiques de résilience ayant permis à certains pays de mettre fin à des situations prolongées de conflits et de fragilité. Il examine aussi la dimension régionale et les dynamiques externes influençant ces facteurs; il cherche enfin à identifier les réponses et actions qui pourraient être promues par les politiques publiques et dans le cadre de programmes de développement. Étant donné le manque de données et de recherche réalisées dans un grand nombre de ces domaines, le rapport identifie également les sujets qui restent à examiner. L'ouvrage est fondé sur six documents commandés par la Banque mondiale et produits par des organisations ou des personnes qui ont mené des recherches universitaires approfondies dans ce domaine sur les sujets suivants: Le trafic et la criminalité organisée ; les dynamiques démographiques, l'emploi et les disparités entre générations ; les réformes du secteur de la sécurité ; les inégalités régionales et horizontales ; les conflits fonciers, les migrations et la citoyenneté ; et le secteur minier et extractif.

Évolutions récentes des conflits et de la violence dans la sous-région

Les récents événements en Afrique de l'Ouest ont attiré l'attention de la communauté internationale sur les nouveaux risques de conflits et de fragilité dans la région. Les soulèvements qui ont eu lieu au Nigéria et au Mali, ainsi que le coup d'État en Guinée-Bissau, montrent que l'Afrique de l'Ouest est encore sujette à des déferlements de violence. Au cours des soixante dernières années, les conflits de la période postcoloniale ont toutefois fait moins de victimes en Afrique de l'Ouest que dans le reste du continent. En outre, le nombre de conflits depuis l'indépendance est moins élevé dans cette région que dans le reste de l'Afrique, malgré les perturbations qu'a connus la région et les nombreux défis politiques et de gouvernance auxquels elle fait face (voir la Figure 1).¹

Le nombre de victimes des conflits est resté très faible pendant les années 1960, période au cours de laquelle la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont accédé à l'indépendance de manière pacifique (du Ghana en 1957 au Cap-Vert en 1975). La guerre séparatiste du Biafra au Nigéria (1967-1970) fait exception avec près de deux millions de victimes. Par la suite, l'Afrique de l'Ouest a connu une période relativement stable jusqu'en décembre 1989 et le début de la guerre civile au Libéria qui a replongé la sous-région dans la violence politique et les luttes intestines. En 1998, la guerre civile en Guinée-Bissau a accru le nombre de victimes de conflits en Afrique de l'Ouest, avant de prendre fin un an plus tard.

Graphique 1 Conflits nationaux par sous-région, 1960-2012

Source : Themnér et Wallensteen, 2013.

Le début des années 2000 a ainsi été marqué par une baisse du nombre de victimes et des combats de grande envergure dans la sous-région. Le nombre de décès dus aux conflits a été pratiquement réduit de moitié après 1999 et a continué de baisser jusqu'en 2006 et 2007, même s'il a brièvement augmenté en 2003 à cause de la guerre civile de faible intensité en Côte d'Ivoire. Le nombre de victimes de conflits a augmenté à nouveau progressivement après 2007, puis s'est accéléré en 2010 à cause d'une flambée de violences au Mali et au Nigéria.

Au cours des dix dernières années, le type de violences qui prévaut en Afrique de l'Ouest s'est modifié. Les conflits de grande envergure et les guerres entre les États qui ont suivi la fin de la colonisation et de la Guerre froide ont cédé la place à des insurrections de faible intensité et à des actes de violence politique commis par des acteurs non étatiques. Les pays touchés par le système conflictuel du bassin du fleuve Mano — Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Libéria et Guinée — sont cependant parvenus à mettre fin aux violences et à établir les conditions d'une stabilité à moyen terme.

Les aspirations démocratiques qui ont émergé dans les années 1990 ont contribué à remplacer progressivement les coups d'États militaires par des élections. Ces dernières sont aujourd'hui le moyen le plus répandu de transférer le pouvoir dans la région. Paradoxalement, les violences électorales se sont intensifiées dans l'ensemble de la sous-région. Elles illustrent les nouveaux modes de concurrence politique, qui reposent sur l'instrumentalisation de facteurs identitaires à des fins politiques et la faiblesse des mécanismes de contrôle et de partage du pouvoir après les élections. Dans un tel contexte, la violence politique prend un caractère particulièrement incendiaire.

Le trafic de drogue, la piraterie maritime et l'extrémisme religieux s'avèrent aussi de plus en plus déstabilisateurs. La montée du trafic de stupéfiants dans l'ensemble de la sous-région a fragilisé la gouvernance et affaibli les institutions publiques ; la piraterie maritime menace quant à elle la stabilité et le développement économique des États côtiers du Golfe de Guinée. Enfin, la forte augmentation des attaques mortelles perpétrées par Boko Haram à l'encontre la population civile du Nigéria, ainsi que la montée des groupes extrémistes au Sahel — comme Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) et Ansar Dine — risquent de plonger la région dans une période prolongée d'instabilité.

La nature de la violence et des conflits en Afrique de l'Ouest

Différents facteurs de violence s'imbriquent et se chevauchent en Afrique de l'Ouest. Dans certaines zones, les différences religieuses, ethniques, culturelles et linguistiques ont servi de détonateurs aux conflits. Revers de l'accélération de la croissance dans la sous-région, les sentiments d'injustice, de marginalisation et d'exclusion ont également joué (voir la figure 2 illustrant comment la combinaison de divers facteurs de conflit a créé un terreau propice à la guerre civile en Côte d'Ivoire).

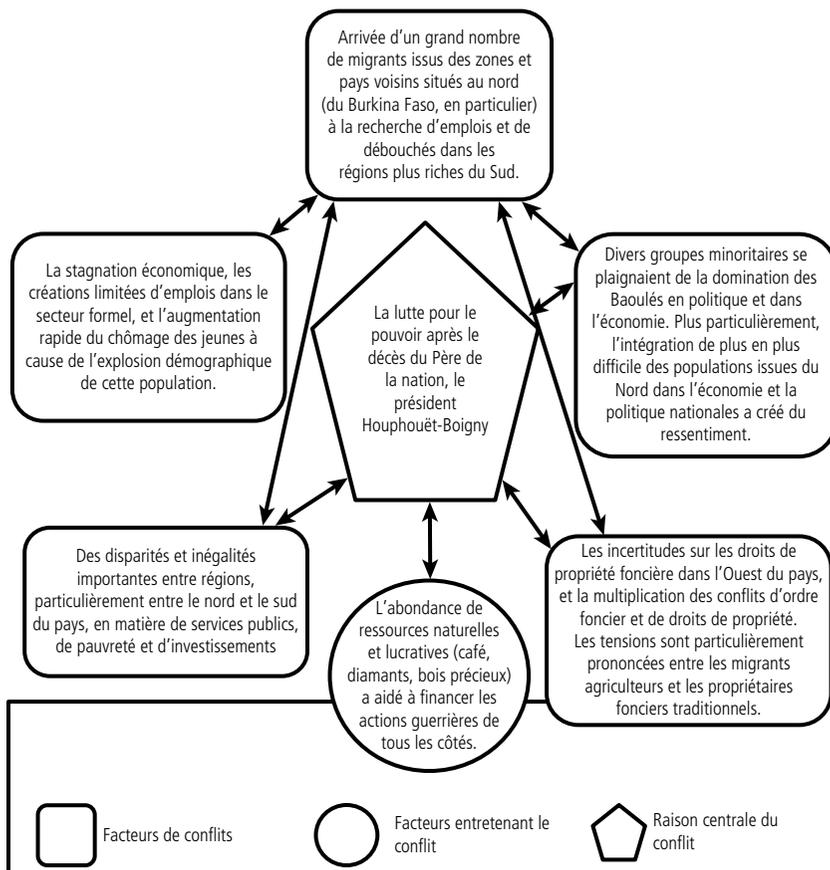
La nature des violences qui touchent l'Afrique de l'Ouest a considérablement évolué depuis l'indépendance. Certaines parties de la région restent très vulnérables aux nouvelles menaces sécuritaires qui sont plus insidieuses. Mais dans l'ensemble, des progrès ont été réalisés au cours de la période récente pour prévenir les conflits, et ont ainsi renforcé la stabilité dans la sous-région.

Les conflits se produisent surtout à l'échelle nationale

Dans leur vaste majorité, les conflits armés qui se sont produits en Afrique de l'Ouest après l'indépendance ont été nationaux, et non pas entre États. En Afrique de l'Ouest, la transition politique du colonialisme à l'indépendance a généralement été pacifique. Seule la Guinée-Bissau a pris les armes de 1963 à 1974 contre le pouvoir colonial du Portugal pour obtenir son indépendance. Seules deux guerres ont opposé des États de la sous-région : celle entre le Mali et le Burkina Faso en avril 1985, et celle entre le Sénégal et la Mauritanie en avril 1989. Dans ces deux cas, les combats n'ont pas duré plus d'une semaine (Souaré, 2010).

Durant la période postcoloniale, l'Afrique de l'Ouest a connu cinq grandes guerres civiles et au moins sept autres conflits de moindre ampleur. Des troubles plus localisés se sont également produits (M'Cormack, 2011, p. 2), ainsi qu'un grand nombre de coups d'États militaires. La guerre du Biafra (1967-1970) qui a fait deux millions de victimes, a été la première guerre civile de grande envergure dans la sous-région. La plupart des guerres civiles se sont

Graphique 2 L'exemple de la Côte d'Ivoire : comment les facteurs de conflit se sont imbriqués pour créer et entretenir un terreau propice à la guerre civile



déroulées après la Guerre froide: au Libéria au cours de deux périodes distinctes (1989-1996, puis 1999-2003), en Sierra Leone (1991-2002), en Guinée- Bissau (1998-1999) et enfin en Côte d'Ivoire (2002-2007, puis 2010-2011). Ces conflits (la guerre du Biafra exceptée) ont fait presque 827 000 morts², dont environ 520 000 ont été victimes des guerres civiles au Libéria. Les conflits et la violence ont aussi eu de graves conséquences pour la population civile. Les guerres en Sierra Leone et au Libéria ont poussé environ 1 million de personnes à se réfugier à l'étranger ou à se déplacer dans leurs propres pays (Luckham et coll., 2001, p. 39). Dans tous ces conflits les hommes et les femmes ont été victimes de violences sexuelles généralisées.

La sous-région a connu d'autres conflits de moindre ampleur : l'insurrection séparatiste de la Casamance au Sénégal qui se poursuit de manière latente depuis 1982 ; des violences liées à des contentieux fonciers qui se sont produites au nord du Ghana au milieu des années 1990 et qui ont pris un caractère ethnique. Les populations touarègues se sont soulevées au Mali et au Niger à plusieurs reprises. La Guinée et le Burkina Faso ont connu des crises sécuritaires et de gouvernance. Enfin le Nigéria cumule tensions politiques, communautaires, ethniques, religieuses, et électorales. Les hostilités suscitées par la lutte pour le contrôle des ressources naturelles viennent s'ajouter à ces difficultés. La quasi absence de conflits entre États montre que les frontières sont considérées comme inviolables dans la sous-région, alors même qu'elles ont été tracées de manière artificielle par les pouvoirs coloniaux. Cette perception est née dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest dès les indépendances et a été consacrée par la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, 1963) qui appelle au respect de l'intégrité territoriale des États (Zacher, 2001, p. 222). Conformément à cette charte des grands principes panafricains, les pays de la sous-région ont respecté les frontières territoriales héritées de la colonisation, malgré leur caractère arbitraire et l'existence de groupes ethniques transnationaux partageant les mêmes héritages linguistiques et culturels. La faiblesse des États au moment des indépendances peut également expliquer cette spécificité ouest-africaine. Ces pays ont continué à éprouver des difficultés à maintenir l'ordre, la sécurité et la stabilité, faute d'avoir pu achever la construction de leur État. Les frontières ont donc servi de « coquilles externes » que personne n'a souhaité remettre en cause — une situation que l'on a pu qualifier de « paix négative » (Kacowicz, 1997, p. 382). À la fin de la Guerre froide, les esprits ont évolué, avec la perte d'aura du panafricanisme et la multiplication des facteurs de conflits et de violence. Au cours des dernières décennies, plusieurs conflits régionaux ont dès lors débordé des frontières qui se sont révélées poreuses et instables.

Depuis le début du nouveau millénaire, les guerres civiles se font beaucoup plus rares en Afrique de l'Ouest et les violences politiques de grande ampleur semblent prendre fin (Straus, 2012, p. 182). Le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée-Bissau sont tous les trois sortis d'une situation de conflit ouvert et ont pu tenir des élections multipartites ; même après une brève rechute au lendemain des élections de 2010, la Côte d'Ivoire a retrouvé la stabilité. Il s'agit d'un tournant décisif dans la stabilisation politique de la région, même si de nouvelles menaces et des formes différentes de violence politique ont commencé à remplacer les conflits de grande ampleur et les guerres civiles. La Guinée-Bissau demeure très instable comme le démontre le coup d'État perpétré en 2012, sans toutefois provoquer de grandes violences.

Selon l'ACLED (*Armed Conflict Location and Event Data Project*) la baisse régulière du nombre de décès dus aux combats au cours des deux dernières décennies atteste de cette stabilisation dans l'ensemble de la région

(Marshall, 2006). Cela tient en partie à la démocratisation et à la tenue d'élections multipartites qui permettent aux populations d'exprimer leurs griefs dans l'isolement plutôt que par la violence. Les instances régionales de résolution des contentieux, de prévention et de gestion des conflits, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont également contribué à restaurer la paix et à mettre fin aux guerres civiles qui perduraient dans le bassin du fleuve Mano.

Les systèmes de conflits dans la sous-région

En Afrique de l'Ouest, les conflits nationaux franchissent souvent les frontières, déstabilisant ainsi les pays voisins. Les pays entretiennent d'importantes relations informelles entre eux qui peuvent favoriser la régionalisation des conflits. Un système conflictuel peut engendrer des conflits plus localisés dont les causes, la durée et le nombre de victimes qu'ils provoquent varient. Des initiatives régionales sont donc nécessaires pour gérer et résoudre ces conflits qui sont inextricablement liés (Diallo, 2009, p. 2). La théorie des systèmes de conflits repose en effet sur l'idée que les conflits transfrontaliers naissent et perdurent en raison des liens transnationaux de nature économique, sociale et culturelle entre pays (Buhaug et Gleditsch, 2008).

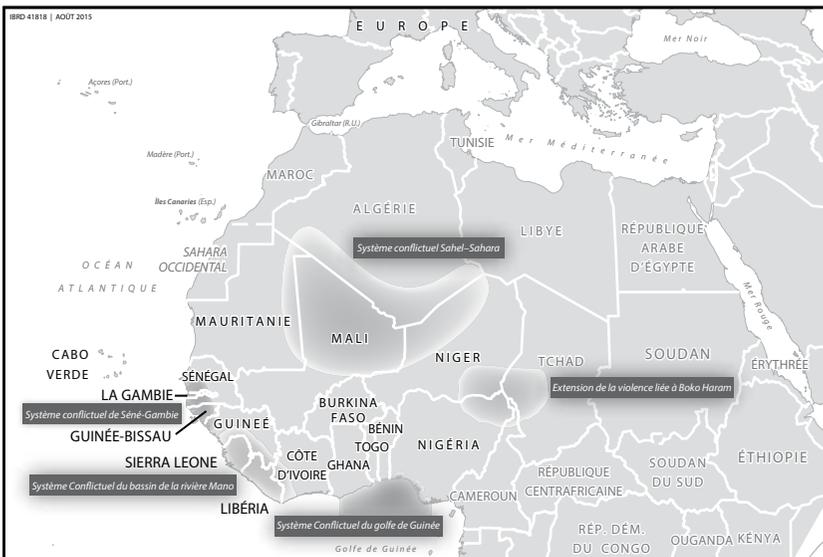
Les systèmes de conflits ont habituellement un épiceutre ou une origine localisée ainsi qu'une dynamique propre qui détermine leur évolution, leur ampleur et leur résorption (Diallo, 2009, p. 2). Différentes relations transnationales alimentent ces conflits et leur diffusion au-delà des frontières. En Afrique, les frontières sont poreuses et les communautés vivant de part et d'autre entretiennent des liens étroits fondés sur l'appartenance ethnique, la langue, la culture et le commerce (Kacowicz, 1997, p. 380). Elles peuvent subir les mêmes difficultés socioéconomiques et environnementales ou se sentir marginalisées de la même manière. Ces similarités transfrontalières favorisent les mouvements de populations — milices, travailleurs et réfugiés — et la circulation d'armes, de drogue et de produits de contrebande (Kacowicz, 1997, p. 380). L'afflux de réfugiés dans un autre pays peut également propager les conflits au-delà des frontières, favoriser la contrebande d'armes et le recrutement de soldats rebelles (Blattman et Miguel, 2009).

La propagation des conflits est pratiquement inévitable compte tenu de la complexité et de la profondeur des liens qui existent entre les populations de pays dont les frontières ont été tracées de manière arbitraire. Dans certains cas, les mêmes facteurs internes sont à l'origine de conflits dans plusieurs pays. Ces derniers, subissent donc le même type de perturbations à l'image du Libéria et de la Sierra Leone dans les années 1980, où la baisse des revenus des ménages, des dépenses sociales et de l'accès à la santé et à l'éducation résultait de la détérioration de la performance économique sous des régimes répressifs. Dans d'autres cas, les liens transfrontaliers et la perméabilité des frontières favorisent l'exportation des conflits dans les États limitrophes (N'Diaye, 2011, p. 49). Dans les années 1990 la Guinée a connu un conflit qui était moins intense que ceux qui se sont déroulés

dans les pays voisins du bassin du fleuve Mano. Le pays a pourtant été déstabilisé par l'afflux d'un grand nombre de réfugiés et a connu des troubles dans le sud de son territoire (Jörgel et Utas, 2007). La violence dans un pays peut avoir des répercussions négatives chez ses voisins. Selon une évaluation de la Banque mondiale, cet effet de « mauvais voisinage », peut leur faire perdre 0,7 % du produit intérieur brut par pays voisin en conflit (World Bank, 2011, p. 65).

L'Afrique de l'Ouest rassemble un certain nombre de systèmes de conflits (voir la carte 1) dont le plus déstabilisant est celui du bassin du fleuve Mano. Les autres systèmes conflictuels ont jusqu'à présent eu des répercussions de moindre ampleur, même s'ils se sont étendus à d'autres pays de la sous-région. Et si les tensions se sont atténuées dans certains systèmes, elles peuvent être subitement ravivées. Par exemple, le système conflictuel en Sénégal, la Gambie et la Guinée-Bissau. En Casamance, le mouvement séparatiste du peuple Diola résulte du sentiment d'être sous-représentés politiquement et défavorisés économiquement (M'Cormack, 2011, p. 3). Des liens de parenté entre les séparatistes et le président de Gambie ont entretenu l'idée qu'il avait apporté un soutien actif aux rebelles de Casamance. Les gouvernements successifs de Guinée-Bissau ont également été accusés d'avoir fomenté des violences en Casamance (Fall, 2010).

Carte 1 Les systèmes de conflits régionaux de l'Afrique de l'Ouest



Note : Les zones foncées indiquant les différents systèmes de conflits ne se réfèrent pas à des zones géographiques exactes mais servent à illustrer la fluidité des conflits à travers les frontières.

Le système de conflits du Sahara-Sahel, connaît des tensions et des flambées régulières de violences qui opposent les gouvernements du Mali et du Niger aux rebelles touaregs et à d'autres groupes ethniques vivant au nord des deux pays. Ces conflits ont également eu des répercussions en Mauritanie. Ce système de conflits subit des pressions croissantes de la part de groupes extrémistes d'Afrique du Nord cherchant à tirer profit de ces tensions transfrontalières. Parallèlement, le système de conflits dans le golfe de Guinée est quant à lui le fruit de l'insurrection dans la région du delta du fleuve Niger au Nigéria. Il a eu des répercussions sécuritaires au Bénin et au Togo et a aussi contribué au développement de la piraterie maritime (Diallo, 2009, p. 6).

Enfin, l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigéria, a créé un nouveau système de conflits qui a débordé en Afrique de l'Ouest (lire l'encadré 1). Bien que cette insurrection menée par des groupes extrémistes soit « fondamentalement une crise nigériane » (Pérouse de Montclos, 2014), ses combattants se

ENCADRÉ 1

Niger : D'importants efforts pour assurer la stabilité du pays

Situé en bordure du Sahara, le Niger subit le même type de menaces extérieures que celles qui ont destabilisé son voisin, le Mali. Boko Haram a violé son intégrité territoriale à plusieurs reprises au sud du pays, menant des incursions à partir du Nigéria. Malgré ces difficultés, le Niger est jusqu'à présent parvenu à préserver son intégrité territoriale. Différentes raisons expliquent cette réussite. Le président Mahamadou Issoufou a investi dans le développement des zones rurales afin d'asseoir la légitimité de l'État au niveau local (Pérouse de Montclos, 2014). En outre, le gouvernement du Niger est centralisé et la taille de sa population est beaucoup moins nombreuse que celle du Nigéria ; son armée est bien formée et protège les populations qui apprécient son action. Par ailleurs, le gouvernement du Niger et les partis d'opposition coopèrent face aux menaces terroristes, comme lors de la rébellion touarègue de 2007-2008. En 2012, le Niger a réussi à éviter une situation comparable à celle du Mali qui a été destabilisé par l'insurrection provoquée par le retour des travailleurs migrants et des combattants armés de Libye. La tradition d'intégration des élites des régions marginalisées dans la vie politique y a contribué. Les efforts du gouvernement pour améliorer les conditions de vie dans les régions sahéniennes du nord et la décentralisation au profit des pouvoirs locaux ont également joué. Les mariages intercommunautaires et des populations relativement homogènes ont aussi préservé la cohésion sociale dans le nord du pays (Antil et Mokhefi, 2014). Le clivage nord-sud est moins prononcé au Niger qu'au Mali malgré les dissensions historiques avec certaines communautés du Nord (ICG, 2013). Le Niger est ainsi parvenu à gérer les tensions entre communautés et à éviter un conflit grâce à des facteurs locaux qui ont favorisé la cohésion et à un gouvernement plus inclusif et dynamique qu'au Mali.

sont parfois manifestés au Tchad, au Cameroun et au Niger, pays dont les frontières ont été établies par les pouvoirs coloniaux à la fin du dix-neuvième siècle. Ces frontières avaient alors « peu de pertinence sociale par rapport à l'unité culturelle de l'ancien empire de Kanem-Bornu » (Pérouse de Montclos, 2014).

L'évolution rapide des formes de violence en Afrique de l'Ouest

Les formes de violence ont considérablement évolué en Afrique de l'Ouest au cours des dix dernières années. Les conflits classiques à grande échelle et les guerres civiles sont moins répandus et moins intenses. Toutefois, une nouvelle génération de menaces les remplace progressivement. La violence électorale est plus fréquente. Les mouvements extrémistes, les attaques terroristes, le trafic de drogue, la piraterie maritime et la criminalité ont également beaucoup augmenté au cours de ces dernières années. Enfin, les combats sont de plus en plus menés aux frontières des États par des rebelles armés organisés en factions. Leurs capacités militaires sont généralement limitées et ne menacent pas la stabilité du gouvernement (Straus, 2012, p. 181). On peut citer par exemple le mouvement séparatiste de basse intensité qui sévit actuellement en Casamance (Sénégal), la campagne menée par Boko Haram au Nigéria et les soulèvements des populations touarègues et arabes au Mali.

L'intensification de la violence électorale. La vague de démocratisation des années 1990 a marqué un tournant décisif pour la gouvernance de la région. Si les coups d'État sont de moins en moins tolérés, on constate en revanche une augmentation des violences électorales.

La fin de la Guerre froide a engendré des guerres civiles particulièrement désastreuses, mais a également ouvert la voie à des évolutions politiques majeures. Si le processus de libéralisation politique a eu des résultats mitigés, il a néanmoins permis une maturation politique dans la région qui renforce sa stabilité à long terme. De par leur fréquence et leur légitimité, les élections pluralistes ont permis de transférer le pouvoir de manière pacifique et de réduire ainsi les coups d'État et les conflits armés. En Afrique de l'Ouest, l'augmentation du nombre d'élections depuis 1990 (Carbone, 2013, p. 8) s'est toutefois accompagnée d'une multiplication des violences électorales. À des degrés divers, le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Burkina Faso et la Sierra Leone ont connu des troubles sociaux et des violences politiques avant, pendant et après la tenue d'élections. Au Nigéria, les violences électorales se sont intensifiées à chaque vote jusqu'aux élections de 2015 qui ont été pacifiques. En particulier, les manifestations liées aux élections de 2011 avaient dégénéré en violences sectaires et auraient fait 800 victimes, selon l'ONG Human Rights Watch (Human Rights Watch, 2011).

Le fait que les élections soient devenues le mode légitime de transmission du pouvoir a conduit les adversaires politiques à souvent remettre en cause leurs résultats. Les enjeux électoraux sont en effet très élevés, puisque l'accès au pouvoir exécutif permet de contrôler étroitement l'économie et les avantages qui lui

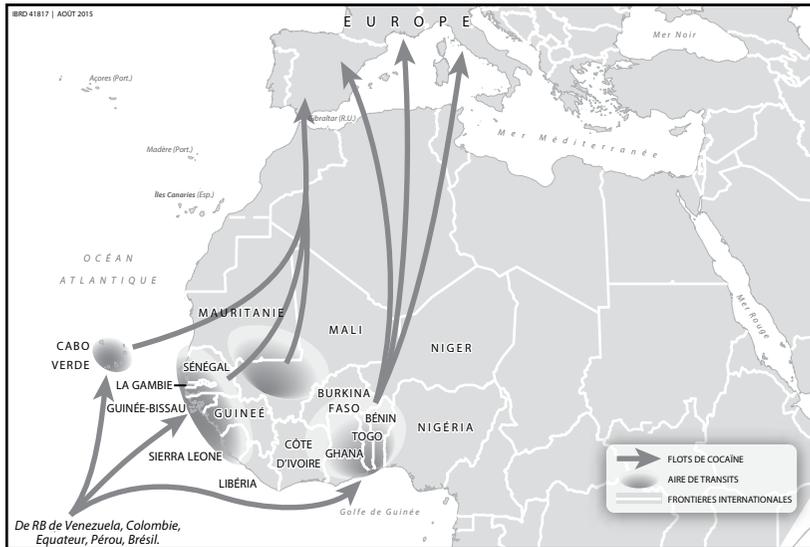
sont associés (Souaré, 2010, p. 6). Les élections permettent aux acteurs politiques de renforcer leur position et de mobiliser les membres de leurs groupes ethniques ou religieux en attisant les tensions et l'extrémisme. Ainsi, les élections peuvent « directement provoquer la violence au lieu d'en être une cause sous-jacente » (Léonard, 2010, p. 3). À la violence liée à la concurrence politique peut s'ajouter d'autres formes de violence, comme celles liées à l'accès à la propriété foncière et aux ressources, comme dans le cas de la Côte d'Ivoire (Straus, 2012, p. 195). Dans ce contexte, les pays de la région, avec l'appui d'acteurs locaux, régionaux et de la communauté internationale, ont mis en place des mécanismes pour prévenir ces risques. On peut citer par exemple l'envoi d'observateurs issus de la société civile dans la sous-région et l'élaboration d'un guide pratique de résolution des contentieux électoraux, sous la tutelle du Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (West Africa Network for Peacebuilding, WANEP). En 2011, les pays de la sous-région ont aussi adopté la Déclaration de Praia sur les élections et la stabilité en Afrique de l'Ouest.

Trafic de drogue. L'ampleur du trafic de drogue en Afrique de l'Ouest a été révélée entre 2005 et 2007 par la saisie de plusieurs cargaisons contenant des tonnes de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud et à destination de l'Europe (UNODC, 2013, p. 9). Le trafic transitant par l'Afrique de l'Ouest constitue désormais une menace sécuritaire importante. Les cartels de drogue sud-américains préfèrent faire transiter leurs marchandises par les États côtiers qui ont des frontières poreuses, des îles peu habitées, un État faible et corrompu, une surveillance limitée de leur territoire et qui sont proches de l'Europe (voir la carte 2). Outre la cocaïne, l'Afrique de l'Ouest est devenue une plaque tournante des cargaisons de méthamphétamines et d'héroïne.

Ce trafic a de nombreuses répercussions négatives. Il peut corrompre les responsables publics et agents des services de sécurité, déstabiliser le gouvernement et affaiblir l'État, éroder le tissu social et le développement économique. Et, comme dans le cas de la Guinée-Bissau, le trafic de drogue peut aussi influencer les élections (Souaré, 2012, p. 9). Le trafic de stupéfiants et la participation aux réseaux de distribution de drogue semblent aussi exister dans des pays d'Afrique de l'Ouest plus stables, comme le Sénégal, la Gambie et le Ghana (Centre africain pour les études stratégiques, 2013, p. 30). Mais ces États sont moins déstabilisés par ce trafic que des pays plus faibles, aux institutions moins résilientes et dont la gouvernance politique est plus fragile. Le trafic de cocaïne a cependant contribué à affaiblir le Mali, une jeune démocratie connue pour sa stabilité (Centre africain pour les études stratégiques, 2013, p. 32).

Piraterie maritime et criminalité. Selon le Bureau maritime international, la piraterie maritime dans le golfe de Guinée est plus répandue qu'elle ne l'était dans le golfe d'Aden en 2012. Cette menace s'est amplifiée au cours des dix dernières années. Les premières attaques à l'encontre de bateaux de pêche et de vaisseaux nigériens se sont ensuite diffusées au littoral du Togo, de la

Carte 2 Flux de cocaïne de l'Amérique Latine vers l'Europe transitant par l'Afrique de l'Ouest



Source : UNODC, 2013.

Côte d'Ivoire et du Bénin et ciblent désormais les grands navires pétroliers, selon l'ACLED. À l'exception du Tchad et du Soudan, presque tous les pays d'Afrique subsaharienne qui produisent du pétrole sont situés dans le golfe de Guinée. Par ailleurs, des liens ont été établis entre la piraterie et les groupes armés qui reçoivent un appui financier de ces activités. Cela amplifie les effets déstabilisateurs des conflits et décourage les efforts de pacification dans la sous-région (UNODC, 2013, p. 5). La piraterie a des répercussions importantes en Afrique de l'Ouest. Ses recettes servent avant tout à armer les rebelles, comme ceux du delta du fleuve Niger au Nigéria. Elle affecte aussi indirectement la stabilité politique, l'économie intérieure et les moyens de subsistances des populations tels que la pêche. Elle pèse aussi sur les investissements directs étrangers (IDE) et le commerce (Security Council Report, 2011, p. 10). L'Organisation maritime internationale (OMI) a donc mis en place le Fonds fiduciaire pour la sécurité maritime en Afrique de l'Ouest et Centrale pour lutter contre la piraterie dans le golfe de Guinée.

Les réseaux internationaux du crime organisé ont aussi tiré parti du manque de contrôles aux frontières et de l'absence d'un réel État de droit dans certains pays d'Afrique de l'Ouest (Centre pour les opérations internationales de la paix,

ZIF, 2012, p. 2). Ces facteurs ont intensifié le banditisme, la traite des êtres humains et la contrebande de cigarettes. Le trafic illicite d'armes aux frontières et la prolifération des armes légères dans la région risquent également d'alimenter l'instabilité et d'accroître la criminalité, comme on a pu l'observer au Mali.

L'extrémisme religieux et le terrorisme. La menace de l'intégrisme religieux est de plus en plus forte en Afrique de l'Ouest. Des groupes tels que Boko Haram au Nigéria s'en prennent toujours plus violemment à la population civile. Le Nigéria détient le record de violences clairement attribuables à des groupes religieux extrémistes en Afrique — on en recense 128 entre 1997 et 2012. En 2012, le nord du Mali est tombé aux mains des milices islamistes qui ont profité du rapprochement entre le mouvement islamiste touareg Ansar Dine et la mouvance Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI). À partir de 2010, la violence liée aux milices islamistes a considérablement augmenté sur le continent, représentant 13,54 % de l'ensemble des violences politiques en 2012 (contre 4,96 % en 1997) selon l'ACLED (Dowd, 2013, p. 5).

En Afrique de l'Ouest, les groupes extrémistes circulent désormais aisément d'un État à l'autre (Straus, 2012, p. 181). Ils s'apparentent plus à des « gangs armés mobiles » avec des bases dans de nombreux territoires qu'à des armées organisées (Straus, 2012, p. 190). Ces groupes sont appuyés et financés par les réseaux terroristes internationaux. AQMI par exemple mène des actions sporadiques au Mali, au Niger, en Mauritanie et sans doute dans certaines parties du Burkina Faso depuis sa première apparition au Mali en 2009 (lire l'encadré 1). Jusqu'en 2013, le groupe terroriste s'est davantage manifesté au Mali qu'en Algérie, où il existe pourtant depuis plus longtemps, selon l'ACLED.

La persistance d'anciens conflits de nature ethnique ou identitaire

Bien que les formes de violence aient considérablement évolué, les anciens conflits ethniques et identitaires restent présents en Afrique de l'Ouest. Depuis l'ère coloniale, la question non résolue de la marginalisation économique et de l'exclusion politique du peuple touareg a été un sujet de discordance et la cause de violences au Sahel. Les frontières nationales tracées arbitrairement par la France ont perturbé les parcours de transhumance et bloqué l'accès aux aires traditionnelles de pâturage (Bakrania, 2013, p. 9). Après l'indépendance, les Touaregs et les Arabes ont été injustement sous-représentés dans les cabinets ministériels, dans l'armée et dans la haute fonction publique (Bakrania, 2013, p. 10). Il règne un profond sentiment d'injustice au Nord du Mali, qui a été délaissé et marginalisé économiquement par rapport au reste du pays et qui n'a pas eu droit au même accès à la santé et à l'éducation (Bakrania, 2013, p. 9). En outre, les conditions environnementales sont extrêmement difficiles au Sahel. C'est une région aride où la désertification progresse et où l'eau et les terres agricoles sont rares. Tous ces facteurs se sont conjugués avec l'affaiblissement des institutions traditionnelles de médiation entre ces groupes et ont exacerbé les tensions.

Bien que l'effondrement du Mali en 2012 ait surpris la communauté internationale, la rébellion touarègue (Antil et Mokhefi, 2014) au Sahel remonte à la fin du dix-neuvième siècle, période où elle a résisté par les armes aux avancées des colons français dans les régions du Nord du Mali contemporain (Thurston et Lebovich, 2013, p. 9). Depuis lors, plusieurs soulèvements ont eu lieu : contre l'État colonial français en 1916, puis après l'indépendance en 1963, et à nouveau en 1990. Une autre flambée de violence a eu lieu entre 2006 et 2009. Le dernier soulèvement, qui a provoqué l'effondrement de l'État en 2012, se distinguait par son intégrisme religieux. L'insurrection touarègue est le plus vieux conflit d'Afrique de l'Ouest et, bien qu'elle ait fait relativement peu de victimes, elle contribue fortement à fragiliser le Sahel.

D'autres conflits de basse intensité d'origine ethnique, foncière ou liés à l'exclusion de certaines populations déstabilisent la sous-région. On peut entre autres citer le conflit en Casamance, des tensions avec le peuple Diola en Sierra Leone et au Libéria, des difficultés foncières dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, des troubles sociaux au centre du Nigéria, « l'ethnicisation » du discours politique en Guinée, ainsi que des clivages entre les différents groupes socioéconomiques de Mauritanie (Bertelsmann Stiftung, 2014). En l'absence de mesures d'apaisement, ces conflits non réglés peuvent à tout moment embraser l'ensemble de la région.

Facteurs de conflits et de violence

Bien qu'ils soient généralement interdépendants, on peut distinguer les conflits liés à des tensions internes ou externes aux pays et ceux résultant de la faiblesse de l'État. Aujourd'hui, les nouveaux facteurs de tensions en Afrique de l'Ouest sont principalement liés au trafic, à la piraterie maritime et à l'intégrisme religieux précédemment évoqués. Viennent s'ajouter à cela, une jeunesse qui se sent exclue, l'augmentation des flux migratoires, les déséquilibres régionaux, la croissance rapide du secteur extractif et la lutte pour la possession des minerais. La défaillance de l'État s'observe particulièrement au niveau des institutions politiques, de la sûreté publique et de la gestion du régime foncier.

Les nouvelles menaces : trafic, piraterie maritime et extrémisme religieux

Au cours des dix dernières années, l'Afrique de l'Ouest est devenue une plaque tournante du trafic de stupéfiants entre l'Amérique latine et l'Europe, du fait de son emplacement à mi-chemin entre les nations andines productrices et le marché européen. Ce trafic a de nombreux effets insidieux, entre autres parce qu'il finance les groupes rebelles et mouvements extrémistes. Il crée des clivages

au sein des élites qui se font concurrence pour bénéficier des rentes liées au commerce de la drogue. Il fragilise aussi les institutions et la gouvernance, puisque les réseaux criminels tirent profit de la fragilité des institutions politiques de certains pays de la sous-région. Pour gagner un rôle politique ou utiliser les élites locales à leur profit, ces réseaux font usage de la violence ou nouent des relations clientélistes, comme on l'a constaté en Guinée-Bissau et au Mali. En 2011, vingt-et-une tonnes de cocaïne, soit 17% de la quantité totale consommée en Europe, ont traversé la région et rapporté 1,7 milliard de dollars américains. L'Afrique de l'Ouest n'est plus seulement une voie de passage, mais semble avoir commencé à produire des stupéfiants. Elle risque aussi de voir apparaître un marché local de la drogue et des gangs criminels liés à ce commerce. La facilité pour se procurer des armes légères, le chômage important et le faible pouvoir d'achat constituant un terreau favorable. La piraterie maritime s'est également intensifiée dans la région, en particulier dans le golfe de Guinée, ce qui risque de déstabiliser les États côtiers et de fragiliser le développement économique. Ces zones maritimes ont une importance géostratégique et économique, notamment avec les découvertes récentes de gisements d'hydrocarbures au large des côtes du golfe de Guinée. Mais la faiblesse de la gestion des espaces maritimes et le manque de coopération entre les États ont permis à la piraterie de prospérer.

La radicalisation religieuse constitue également une grave menace pour la stabilité de la région. Elle se manifeste notamment au travers de l'émergence de mouvances extrémistes comme Ansar Dine et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) au Sahel. Elle prend aussi la forme d'exactions de plus en plus violentes commises par Boko Haram au Nigéria. Ces mouvements islamistes militants d'Afrique de l'Ouest ont reçu un soutien extérieur et ont été influencés par les doctrines religieuses issues du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. Toutefois, il a été amplement démontré que ces groupes trouvent leurs origines dans la région et adoptent des méthodes qui leur sont propres. Ils sont le produit d'un ensemble de facteurs, notamment d'une gouvernance faible, de la corruption, de l'impunité, du sous-développement ainsi que d'une crise intergénérationnelle. Cette évolution est particulièrement préoccupante, car l'Islam a de tout temps été très tolérant en Afrique de l'Ouest du fait de la forte présence de grandes congrégations soufies, comme les traditions Qadiriyya et Tijaniyya.

Le défi de l'intégration des jeunes : atout ou danger ?

Depuis les indépendances, les jeunes ont joué un rôle central dans la majorité des conflits et des violences qui se sont produits en Afrique de l'Ouest. Cela a été le cas des guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone, des violences commises au Nigéria depuis 1999, des rebellions touarègues au Niger et au Mali, ou encore des violences urbaines et politiques. De nombreux facteurs expliquent

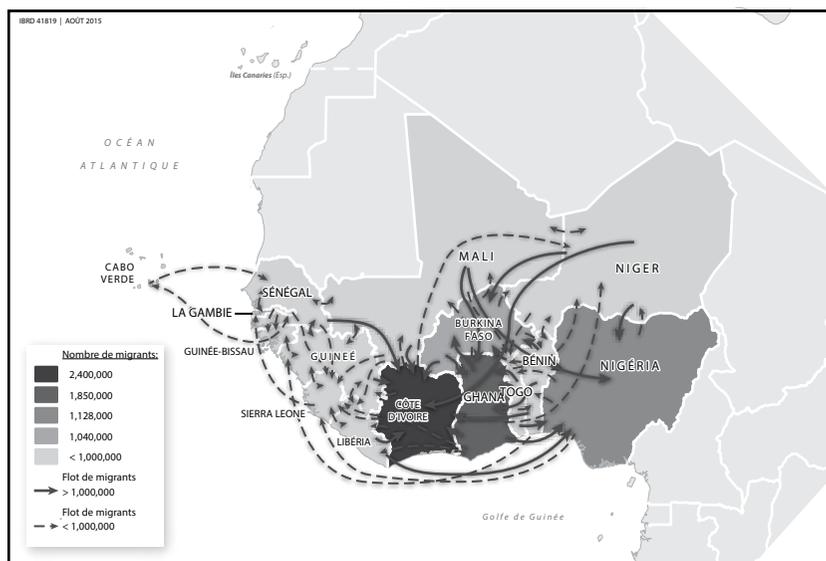
ce phénomène : le ressentiment accumulé envers des États corrompus qui régissent l'économie et n'offrent aucune perspective aux jeunes ; un sentiment de frustration et d'exclusion ; l'instrumentalisation des jeunes par les élites, et une défiance intergénérationnelle croissante. L'augmentation rapide du nombre de jeunes par rapport au reste de la population pourrait conduire à une explosion sociale dans la région.

Les débats suscités par les récents événements violents dans la région ont davantage « exprimé des peurs que cherché à faire participer les jeunes de façon constructive » (Sommers, 2007). L'impact de la croissance démographique des jeunes sur la sécurité et la stabilité dépend largement des capacités des économies à les absorber (y compris dans le secteur informel), à améliorer leurs conditions de vie et à les intégrer à la vie sociale et politique. Les difficultés des jeunes sont liées à la mauvaise qualité du système éducatif, à une croissance économique qui génère toujours moins d'emplois dans le secteur formel et à la dégradation rapide des institutions chargées d'aider les jeunes à s'intégrer dans la société. Le nombre de jeunes diplômés progresse plus vite que l'offre d'emplois qualifiés, et la difficulté à trouver des sources de revenu stables empêche les jeunes de former une famille et de se faire respecter au sein de leurs communautés. Sans provoquer directement des conflits armés, ces facteurs peuvent faciliter le recrutement des jeunes hommes par des groupes armés, des réseaux extrémistes, des milices politiques et des groupes rebelles qui leur offrent des perspectives d'ascension politique.

Les tensions liées aux migrations dans la sous-région

Les populations d'Afrique de l'Ouest ont de tout temps été parmi les plus mobiles du monde. Le nombre de migrants à l'intérieur de la région est estimé à environ 7,5 millions de personnes, soit 3 % de la population totale (voir la carte 3, données de l'Organisation internationale pour les migrations, IOM, 2014). Au cours des dernières décennies, les mouvements migratoires ont généré des tensions, du fait des discriminations liées à l'octroi de la citoyenneté à des personnes souvent considérées comme « étrangères », de leur marginalisation politique et sociale, ainsi que de la concurrence pour détenir des terres, gagner des revenus ou obtenir des emplois. Ces facteurs ont alimenté des violences et des conflits dans l'ensemble de la sous-région, tels que les contentieux entre les populations locales et les nouveaux arrivants au centre du Nigéria ou les problèmes liés aux droits des migrants en Côte d'Ivoire. L'urbanisation rapide de l'ensemble de la région et l'arrivée de migrants dans les agglomérations urbaines sont une autre source d'instabilité. La multiplication de bidonvilles habités par des jeunes qui sont au chômage ou marginalisés intensifie le sentiment d'inégalité et accroît le risque de criminalité organisée en gangs, ou d'instrumentalisation politique.

Carte 3 Mouvements migratoires au sein des pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)



Source : Maze, 2014.

La migration intra-régionale permet à beaucoup de ménages pauvres de s'adapter et de valoriser leur capital économique, comme dans le cas des communautés pastorales du Sahel. Elle constitue aussi une source de revenus pour les familles qui reçoivent des transferts financiers des migrants. Cependant, les migrants sont souvent confrontés à des situations de violence liées à l'opacité des régimes de droit foncier, à l'instrumentalisation des migrations à des fins politiques et au manque de mécanismes d'intégration sociale. Les conditions environnementales de plus en plus difficiles et la croissance démographique intensifieront sans doute la concurrence entre populations migrantes et locales pour l'accès aux ressources, notamment aux terres agricoles qui continueront à se réduire. La pression exercée par les populations nomades qui se déplacent de plus en plus vers le sud à la recherche de moyens de subsistance vient également aggraver les problèmes de gestion des terres.

Déséquilibres régionaux : une bombe à retardement

Les fortes disparités régionales, ainsi que l'exclusion et la marginalisation de certains groupes sociaux ou religieux vivant dans des zones défavorisées, contribuent largement au déclenchement de la violence et des conflits dans la

sous-région. Les inégalités horizontales liées à l'origine culturelle risquent d'alimenter les conflits, lorsque les inégalités économiques et politiques vont de pair avec les différences culturelles.

Les inégalités horizontales ont exacerbé les insurrections au Mali, au Niger et en Casamance ainsi que les violences à caractère ethnique ou identitaire en Côte d'Ivoire. Ces sentiments d'inégalités territoriales et socio-culturelles ont souvent conduit à des scissions régionales au sein des pays, entre les zones littorales et du sud (plus prospères) et les régions enclavées et septentrionales (plus pauvres). Ce phénomène a été constaté au Nigéria, au Libéria, en Gambie, au Ghana, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. On observe la même chose entre le Nord (plus pauvre) et le Sud (plus prospère) du Mali, du Niger et du Burkina Faso.

Bien que les inégalités horizontales accroissent le risque de conflits, elles ne les déclenchent pas automatiquement. La corrélation d'autres facteurs entraîne généralement des affrontements violents. La manière d'appréhender ces inégalités est donc déterminante pour limiter les risques de conflits. On peut citer à titre d'exemple, les politiques publiques de développement mises en place par le Ghana pour réduire les inégalités entre le Nord et le Sud du pays qui ont permis d'atténuer l'effet déstabilisateur des disparités régionales et ethniques (Langer et Stewart 2014).

La répartition inégale des bénéfices provenant des ressources naturelles

Les nouvelles découvertes de grands gisements de ressources naturelles de plus en plus accessibles telles que le pétrole et le minerai de fer ouvrent d'importantes perspectives économiques et stratégiques pour la région. Mais cette récente explosion du secteur extractif en Afrique de l'Ouest peut également être une source de conflit. L'histoire démontre qu'une mauvaise gestion et répartition des revenus générés par le secteur extractif peut notamment créer des tensions et des conflits violents au niveau local.

Au cours des vingt dernières années, un grand nombre de violences politiques et de conflits en Afrique de l'Ouest sont attribuables aux tensions liées à la lutte pour l'exploitation des ressources naturelles et à la répartition des recettes de ce secteur. On a souvent parlé de la « malédiction des ressources naturelles » pour illustrer les conséquences dramatiques de l'exploitation des ressources naturelles. Le commerce illicite de diamants et de bois précieux a financé les guerres civiles en Sierra Leone, au Libéria et en Côte d'Ivoire. La région du delta du fleuve Niger au Nigéria, riche en pétrole a été le théâtre de conflits et d'actes de violence causés par des différends liés aux recettes pétrolières. Les découvertes d'uranium et d'or au Niger et au Mali ont aussi entraîné des tensions.

Aujourd'hui avec la diminution du nombre de guerres civiles classiques en Afrique de l'Ouest, l'industrie extractive n'alimente plus vraiment les mouvements rebelles, mais continue à susciter violences et tensions au sein des

communautés locales et dans les sous-régions qui abritent les sites extractifs. Ce secteur peut aussi engendrer des tensions politiques et de la violence parce qu'il enrichit illégalement les élites politiques. Ces tensions peuvent rapidement dégénérer en conflits ethniques et se propager si la répartition inégale des rentes générées par ce secteur est corrélée à des clivages ethniques ou religieux. Les pays d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires au développement doivent conduire des réformes de gouvernance plus ambitieuses et plus nombreuses pour surmonter les défis historiquement associés au manque de gouvernance des industries extractives et à la mainmise des élites sur les ressources, et pour préserver les droits sociaux et économiques des communautés.

La fragilité des institutions politiques : maîtriser la compétition pour le pouvoir

En Afrique de l'Ouest, la lutte pour le pouvoir politique est à l'origine de la majorité des conflits et des violences observés au cours des dernières décennies. Les divers groupes sociaux qui contrôlent le pouvoir politique ont en effet accès à d'importantes sources de revenus. Dans la période qui a suivi les indépendances, les coups d'État militaires se sont multipliés en Afrique de l'Ouest. Les gouvernements y ont été plus fréquemment remplacés par des voies non constitutionnelles que dans le reste du continent. Les élites se sont trouvées marginalisées et exclues par des États à parti unique qui cherchaient à s'emparer du pouvoir par la force. Depuis la fin de la Guerre froide, les pays ont progressivement ouvert leurs systèmes politiques et partagé et décentralisé davantage le pouvoir. Mais dans certains pays, les personnes au pouvoir résistent à ces changements car elles ne veulent pas renoncer aux ressources que leur prodigue leur position. Dans certains cas, les dirigeants ont tenté de réviser la Constitution pour prolonger leur mandat, ce qui a déclenché des violences. D'autres ont refusé de céder le pouvoir aux vainqueurs des élections, comme en Côte d'Ivoire. En Afrique de l'Ouest la population a toutefois résisté courageusement et souvent avec succès à ces tentatives, comme récemment au Sénégal et au Burkina Faso.

Mais la démocratisation a paradoxalement accru les violences électorales. On a assisté dans certains pays à l'instrumentalisation politique des thèmes identitaires. Cela traduit la difficulté d'asseoir la démocratie dans des systèmes qui regroupent de nombreuses ethnies. La démocratisation a malgré tout permis aux citoyens et à la société civile d'être plus exigeants vis à vis de l'État et des responsables publics qui doivent désormais rendre compte de leur administration et de leur gestion. L'appui des acteurs locaux comme la presse et le secteur privé et celui des bailleurs de fonds et des agences de développement ont aussi été déterminants. La démocratisation a aussi favorisé une plus grande transparence et responsabilisation des décideurs. Elle a enfin amélioré l'intégration politique des populations, renforçant la légitimité de l'État et le contrat social

qui lie ce dernier aux citoyens (lire l'encadré 2). L'Afrique de l'Ouest s'en trouve profondément transformée.

Sécurité : répondre aux nouvelles menaces

De nombreuses forces de sécurité ouest-africaines peinent à désamorcer et à contrer les menaces auxquelles l'État et les citoyens sont confrontés. Cette situation constitue un défi majeur pour les pays de la sous-région. En outre, les forces armées elles-mêmes menacent souvent leurs propres citoyens. Après les indépendances, plusieurs chefs d'État ont en effet instauré des régimes autoritaires qui ont aggravé les dysfonctionnements au sein des forces de sécurité. L'incapacité des États à mettre en place des forces armées efficaces, professionnelles et au recrutement diversifié a favorisé l'émergence de nouvelles menaces. Dans certains pays, les élites politiques ont délibérément affaibli l'armée afin d'éviter des coups d'État pour maintenir leur autorité et conserver le pouvoir. Le rôle important reconnu à l'armée dans les affaires politiques

ENCADRÉ 2

La participation citoyenne, instrument de bonne gouvernance

La participation citoyenne est au cœur du contrat social. Elle aide à asseoir la légitimité et la crédibilité de l'État. Elle encourage l'intégration politique et accroît l'efficacité des politiques de développement.

Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, les nouvelles technologies ont amélioré la communication et la circulation des informations et ont ainsi donné aux citoyens les moyens d'exiger de l'État davantage de transparence et d'ouverture (Smyth et Best, 2013). Les réseaux sociaux, les portails numériques des administrations et la téléphonie mobile ont amélioré la communication entre les citoyens et leurs décideurs publics. Ils ont aussi apporté plus de transparence aux processus électoraux (Smyth et Best, 2013) et conduit certains gouvernements à entamer un dialogue avec les populations sur des sujets sensibles. Dans le cadre d'un projet appuyé par les bailleurs de fonds, le Nigéria met en ligne depuis 2004 les budgets de l'État central, des États fédérés et des collectivités locales afin d'améliorer la gouvernance et de susciter un débat public (Banque mondiale, 2008). Cette initiative a été très appréciée du public et a permis à la société civile et aux médias de participer davantage au débat public. Ils ont ainsi pu contribuer à la définition des priorités politiques nationales. Des citoyens plus impliqués dans les projets de réforme auront un regard plus positif sur l'État et les responsables publics. Cela peut aussi garantir que « les dépenses de développement servent bien l'intérêt général » (Banque mondiale, 2008). Mais certaines élites politiques résistent à cette plus grande transparence et ouverture, y voyant une menace pour leurs rentes et intérêts personnels (Banque mondiale, 2008).

ouest-africaines l'a encouragée à s'écarter de ses missions premières qui sont de garantir la stabilité et de protéger les citoyens. Cela a aussi contribué à l'affaiblissement des forces de sécurité.

Depuis la fin de la Guerre froide, les processus de démocratisation en Afrique de l'Ouest ont amélioré considérablement les relations entre les sphères civiles et militaires. Dans les années 1990, les conflits qui ont éclaté dans les pays du bassin du fleuve Mano ont accéléré la réforme du secteur de la sécurité dans beaucoup de pays de la sous-région et renforcé le rôle de la CEDEAO.

Il ne peut pas y avoir de réformes réussies du secteur de la sécurité (RSS) sans un engagement politique fort et une profonde réforme des systèmes de gouvernance. C'est ce que démontrent les expériences au Sénégal, au Nigéria et au Ghana. A l'inverse, la faiblesse des institutions démocratiques en Guinée-Bissau et plus récemment au Mali, a permis aux autorités militaires de peser sur les affaires politiques du pays. Dans certains pays, les forces de sécurité restent faibles et sous-équipées malgré les dangers croissants liés au terrorisme, à la piraterie et au trafic de drogue. Au-delà des difficultés de gouvernance, les forces armées ne se sont pas adaptées efficacement à ces nouvelles menaces. Il est donc urgent de réformer en profondeur ce secteur dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest.

Les difficultés liées à la gestion du foncier et à la reconnaissance du droit de propriété

En Afrique, la majorité des conflits sont d'origine foncière. La question foncière est au cœur de la plupart des grands conflits et affrontements violents, de la Côte d'Ivoire, au centre du Nigéria et en passant par les rives du fleuve Sénégal en Mauritanie. C'est aussi le cas des conflits au Libéria et en Sierra Leone. Enfin, les différends entre les populations pastorales et agricoles ne cessent d'augmenter, en particulier au Sahel. Les difficultés de gestion foncière tiennent à la multiplicité des règles de droit applicables et aux faibles capacités de gestion du cadastre. Les terres sont donc gérées de manière inefficace, sont mal réparties et leur distribution s'avère discriminatoire. Ces difficultés sont exacerbées par la croissance démographique, la rareté des terres et leur accaparement par de grandes sociétés minières ou par l'agriculture extensive, et par la dégradation de l'environnement et des conditions climatiques.

Renforcer la résilience face aux conflits

L'étude des conflits qui ont eu lieu au Libéria, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire permet de tirer des leçons importantes sur la dynamique de la résilience dans les situations de violence politique et de guerre civile en Afrique. Les trois

conflits présentent des similitudes tout comme le comportement des acteurs régionaux et internationaux. Une des principales similitudes est que les acteurs régionaux ont joué un rôle fondamental pour mettre fin au conflit, en particulier la CEDEAO. Ils ont en effet fourni des troupes de maintien de la paix tout en s'efforçant de négocier une solution politique aux conflits (lire l'encadré 3). La CEDEAO a aussi dénoué des situations complexes et su rassembler la communauté internationale.

La mobilisation rapide de l'aide étrangère pour la reconstruction et le développement a été également un élément essentiel pour préserver la stabilité. La participation de la société civile dans les accords de paix et la mise en place d'une concertation nationale pour la préserver ont également été déterminants. Enfin, un leadership de qualité est crucial après un conflit pour conduire le pays vers plus de stabilité.

ENCADRÉ 3

Le rôle de la CEDEAO dans le développement d'un cadre régional pour la sécurité en l'Afrique de l'Ouest

Ces dernières décennies, les progrès importants réalisés dans l'institutionnalisation des mécanismes de résolution des conflits et dans la consolidation de la démocratie ont permis d'envisager la mise en place d'une communauté régionale pour la sécurité (Bah, 2005). La CEDEAO avait rencontré des difficultés lors des guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone au début des années 1990, notamment en matière logistique et du fait de l'insuffisante coopération entre les États.

Les enseignements qui ont été tirés de ces interventions et de celles qui les ont suivies ont aidé à façonner des réponses aux crises, comme cela a été le cas en Côte d'Ivoire en 2003 et au Togo en 2005 (Arthur, 2010). L'adoption en 1999 d'un protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion et résolution des conflits, de consolidation de la paix et de sécurité a marqué un tournant décisif pour la CEDEAO et la sous-région. Ce protocole a donné naissance à six organes dont le Réseau d'alerte et de réponse (ECOWARN). L'adoption en 2008 du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) a constitué un autre tournant décisif. Il vise à prévenir les conflits potentiels. Le CPCC comporte 14 composantes distinctes portant notamment sur la gouvernance, la responsabilisation des jeunes, l'alerte précoce, les initiatives transfrontalières et la force pré-positionnée de la CEDEAO (Bah, 2005). L'organisation régionale a été particulièrement novatrice en Afrique en faisant participer la société civile à la résolution des conflits et au rétablissement de la paix. En particulier, le Forum de la société civile ouest-africaine (FSCOA) a été créé en 2003, il a permis aux acteurs de la société civile de participer aux discussions internes de la CEDEAO.

Recommandations pour réduire les risques de conflits et de fragilité en Afrique de l'Ouest

Nous présentons ici un certain nombre de suggestions pour permettre aux politiques de développement de renforcer leur rôle dans le maintien de la stabilité en Afrique de l'Ouest. Les agences de développement ont un rôle essentiel à jouer pour aider les gouvernements à gérer les facteurs de conflit en Afrique de l'Ouest. Cette collaboration peut aboutir au soutien de la réforme des régimes fonciers et à l'augmentation des investissements dans les régions défavorisées. Les agences de développement peuvent aussi accompagner les politiques publiques en faveur d'une meilleure gouvernance et d'une plus grande efficacité des institutions en charge de la sécurité et de la justice. D'autres domaines méritent également d'être davantage étudiés pour mieux comprendre l'articulation entre les facteurs de conflits et les faiblesses institutionnelles en Afrique de l'Ouest.

Repenser l'action des bailleurs de fonds et des agences de développement en matière de réduction de la fragilité

Les politiques du développement tiennent une place centrale dans les efforts de rétablissement de la paix et de la stabilité. Les investissements économiques et sociaux sont indispensables pour atténuer les tensions liées à l'absence d'amélioration des conditions de vie, au sentiment d'exclusion et à l'inégal accès aux ressources. Les stratégies de croissance économique et de réduction de la pauvreté doivent reposer sur des analyses rigoureuses des risques de conflits et de violences en Afrique de l'Ouest. La stabilité doit être une priorité des politiques de développement, qui doivent s'appuyer sur des interventions dans de nombreux domaines, en particulier la sécurité, la justice, l'emploi et les investissements économiques. Il faut également repenser l'action des bailleurs de fonds et des agences de développement en matière de renforcement des institutions. Il ne peut y avoir de stabilité sans institutions publiques légitimes et ayant les capacités de mener leur action. Ceci nécessite des démarches nouvelles et moins technocratiques qui respectent davantage les dynamiques internes. Plutôt que de vouloir apporter des solutions de l'extérieur, il est préférable d'aider les habitants d'Afrique de l'Ouest à trouver eux-mêmes les solutions qui leur permettront de renforcer leurs propres institutions.

Maîtriser les facteurs de conflits

Les problématiques de stabilité et de sécurité doivent être impérativement intégrées aux politiques de développement, puisque les facteurs de conflits sont fortement corrélés en Afrique de l'Ouest. Les institutions doivent ainsi jouer un rôle central dans la gestion des tensions et des violences. Les politiques en faveur de la stabilité et de la sécurité doivent porter simultanément sur de

nombreux domaines. Elles doivent aussi associer un grand nombre d'acteurs et faire partie intégrante de la stratégie générale de développement de chaque pays. Il faut également renforcer les programmes régionaux pour promouvoir la stabilité dans l'ensemble de la sous-région en traitant les enjeux transfrontaliers. Au-delà des spécificités historiques, culturelles et économiques de chaque pays, les politiques régionales doivent dégager des approches communes à l'ensemble des pays.

Dans la sous-région, les problématiques les plus importantes et difficiles à résoudre portent sur les inégalités d'accès aux ressources ressenties par certains groupes sociaux. Privilégier les investissements dans les zones qui ont les meilleures chances de se développer rapidement, en raison de la disponibilité des ressources, de bonnes conditions climatiques ou de la proximité des réseaux de transport risque d'accroître les tensions et l'instabilité. Il est nécessaire de consacrer des efforts significatifs au développement des régions périphériques et en retard de développement. Si les investissements du secteur privé s'orientent davantage vers les régions les plus prospères, l'aide au développement doit se concentrer sur celles qui accusent un retard. Ainsi, elles pourront corriger les inégalités perçues en termes d'opportunités économiques. Les régions en retard ne sont pas nécessairement les plus pauvres, mais plutôt celles où le sentiment d'exclusion ou de marginalisation est le plus fort. Elles sont souvent situées dans des zones frontalières. Il peut donc être utile de concevoir des programmes qui associent les régions périphériques de pays limitrophes, afin de promouvoir les échanges économiques et la coopération transfrontalière.

Pour préserver la stabilité, les investissements en faveur du développement des régions en retard doivent également porter sur l'amélioration de la gouvernance locale. En effet, investir dans des régions à la gouvernance défaillante et où les collectivités locales manquent de légitimité peut nuire à la stabilité. Le cas du Mali démontre que les politiques de développement du Nord du pays ont attisé les tensions, car elles n'ont pas été accompagnées d'une plus grande décentralisation. Les politiques de décentralisation et de déconcentration ont de nombreux avantages à condition d'associer davantage les citoyens à la gestion locale. Elles permettent de responsabiliser les acteurs locaux, d'accroître la transparence et d'améliorer la qualité des services fournis localement. Les efforts de développement local doivent aussi s'accompagner de la participation politique au niveau local, pour éviter de créer des tensions entre les élites locales et les communautés.

L'amélioration du régime foncier et de l'accès à la terre est également déterminante pour résorber les tensions sur l'ensemble du continent. Il faut avant tout améliorer les systèmes de cadastre foncier, perfectionner les règles applicables à l'exploitation des terres communales, et réguler l'exploitation des aires de pâturage et des terres agricoles entre les éleveurs pastoraux et les agriculteurs.

Il faut aussi renforcer les politiques d'accès au foncier en milieu urbain, dans les zones où l'industrie extractive se développe et là où de vastes programmes agricoles sont menés. Les initiatives conduites par les pays sont généralement assez chaotiques. Les méthodes de gestion foncière manquent souvent de cohérence et sont incomplètes. En outre, le cadre juridique et les institutions censées les appliquer sont souvent défaillants. De leurs côtés, les bailleurs de fonds hésitent souvent à soutenir les réformes foncières, qui sont perçues comme trop politisées. De plus les projets dans le domaine foncier requièrent un engagement de très long terme puisqu'ils prennent du temps à être mis en œuvre. Il faut absolument redoubler d'efforts dans ce domaine qui représente une source importante d'instabilité en Afrique de l'Ouest.

La croissance du secteur extractif dans l'ensemble de la sous-région est tout à la fois une source d'opportunités et de difficultés pour plusieurs pays. Une grande attention doit donc être portée aux risques de conflits dans ce secteur. Un des enjeux majeurs sera d'améliorer la gouvernance de ce secteur afin d'assurer un partage équitable des revenus qu'il génère, d'offrir des retombées positives pour les populations locales, et de limiter son impact négatif sur l'environnement. Le secteur extractif peut aggraver les déséquilibres sous-régionaux et creuser le retard de certaines régions, nuisant ainsi à la stabilité nationale.

La bonne tenue de la croissance économique n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois non qualifiés et semi-qualifiés pour absorber la demande du marché du travail ouest-africain. Un grand nombre de jeunes ne peuvent dès lors améliorer leurs conditions de vie et trouver leur place dans la société. La majorité des investissements dans les industries extractives et les services urbains ont généré peu d'emplois non qualifiés. Les projets qui ont véritablement un impact positif sur l'emploi des jeunes sont rares. Les responsables politiques et les économistes semblent incapables de proposer des solutions innovantes à ce problème. De ce fait, l'augmentation exponentielle du nombre de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail en espérant améliorer leurs conditions de vie constitue une véritable bombe à retardement. Bien que cette situation ne produira pas nécessairement de conflits violents, elle attisera le sentiment d'insatisfaction parmi les jeunes, nuisant ainsi à la stabilité du continent tout entier. Le seul moyen d'absorber une telle main d'œuvre est d'accélérer le développement des activités informelles et de multiplier les sources de revenu.

Le secteur de l'éducation constitue une autre source de préoccupation pour l'avenir de la jeunesse dans la sous-région. Mais les pays d'Afrique de l'Ouest auront-ils les moyens de maintenir les taux actuels de scolarisation et la qualité de l'enseignement, voire même de l'augmenter ? Sans main-d'œuvre plus qualifiée, les économies de la région ne pourront maintenir ni leur niveau actuel de croissance économique ni répondre aux attentes de la population qui souhaite de meilleures conditions de vie. Il faut donc impérativement prendre des mesures

urgentes pour développer rapidement l'éducation de base et professionnelle afin de préserver la stabilité de la région. Il faut également soutenir les institutions qui aident à créer des opportunités pour les jeunes. Enfin, il faut développer des politiques de proximité auprès des jeunes, élaborer des programmes de prévention de la consommation de drogue et de la petite criminalité en milieu urbain, et les aider à s'intégrer dans les diverses institutions publiques et privées.

Les migrations au sein et entre les pays répondent en partie au problème de l'emploi des jeunes. La gestion des migrants doit donc être améliorée de toute urgence en Afrique de l'Ouest. Les politiques régionales doivent donner la priorité aux mesures portant sur les migrants, qu'il s'agisse de la délivrance de pièces d'identité, de la simplification des procédures d'obtention des actes d'état civil, de l'amélioration des politiques migratoires régionales ou de l'élaboration d'un ensemble de textes juridiques visant à améliorer leurs conditions de vie. Une attention particulière doit être portée au sort des personnes fuyant les conflits et les violences qui sont souvent oubliées, alors qu'elles sont nombreuses en Afrique de l'Ouest, au Sahel, dans le bassin du fleuve Mano et dans les zones de conflits du nord du Nigéria et du Mali. Les déplacements prolongés intensifient les tensions et créent des points de fixation nuisibles à la stabilité. Ils compliquent en outre la fourniture de services publics et les actions pour réduire la pauvreté.

En Afrique de l'Ouest, le trafic, la piraterie et le terrorisme constituent de nouvelles menaces sécuritaires. Certains pays ont récemment réalisé des progrès pour les maîtriser. Toutefois, des réformes supplémentaires sont indispensables pour améliorer le secteur de la sécurité. Le manque de lien entre le soutien apporté au renforcement de l'État dans son ensemble et les réformes du secteur de la sécurité constitue un obstacle important. Très souvent, les efforts pour consolider l'État et accroître sa légitimité ne tiennent pas compte des questions de sécurité. La réforme du secteur de la sécurité reste entravée par d'autres facteurs importants, notamment par le fait que la sécurité ne concerne pas les politiques de développement et doivent rester dans la sphère de souveraineté des États. Pourtant, l'armée continue d'influencer fortement la politique dans beaucoup de pays, et la corruption reste importante au sein des forces de sécurité. Les stratégies proposées par les bailleurs de fonds pour améliorer la gouvernance intègrent rarement le développement et l'appui au secteur de la sécurité. Il faut renforcer les débats publics sur ces questions pour pousser les gouvernements à s'adapter aux nouvelles menaces sécuritaires. Étant donné que la majorité des menaces sécuritaires émanent des pays eux-mêmes et de leurs propres citoyens, la réforme du secteur de la sécurité doit s'accompagner d'un renforcement de la justice et de l'État de droit. Bien que nécessaire, la réforme des systèmes judiciaires officiels reste néanmoins très insuffisante. La création de mécanismes de gestion des conflits, qui intègrent les collectivités locales, la société civile et les communautés est indispensable à moyen terme pour résoudre les difficultés d'administration de la justice dans la plupart des pays.

Par ailleurs, cette étude montre clairement qu'une démocratisation partielle et non aboutie peut créer des tensions et engendrer des violences. Elle souligne d'une part le rôle des luttes politiques qui instrumentalisent trop souvent les questions identitaires et qui sont à l'origine d'une grande partie des violences dans la sous-région. D'autre part, elle relève que les hommes politiques sont trop souvent mus par la volonté de contrôler les ressources plutôt que de renforcer la légitimité des institutions (Williams, 2011). Il est essentiel d'encourager des sociétés plus ouvertes et de mieux informer les populations sur les questions publiques; de renforcer et d'accroître les capacités des institutions parlementaires et d'encourager les débats ; et de responsabiliser davantage tous les acteurs. Une fois de plus, il serait judicieux d'accroître l'aide dans ces domaines importants du développement.

Enfin, il est évident que l'action menée par la CEDEAO pour le rétablissement de la paix a considérablement atténué l'impact des conflits dans la sous-région. La CEDEAO est sans aucun doute l'institution régionale la plus à même de résoudre les conflits en Afrique. Elle devrait renforcer ses capacités pour mieux mettre en œuvre ses interventions. Les financements et les capacités humaines dont elle dispose sont en effet très insuffisants au regard de l'ampleur des nouveaux défis sécuritaires. Pour relever ces nouveaux défis mondiaux, il est indispensable d'appuyer davantage la CEDEAO et les autres institutions régionales, comme le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS).

Notes

1. Dans ce rapport, le nombre de personnes tuées dans les conflits est un important indicateur de violence. Les auteurs reconnaissent que ceci pose quelques problèmes. En effet, ces données ne sont pas toujours fiables, et le nombre de victimes ne reflète pas l'ensemble des impacts des conflits, notamment les formes non létales de violence ou les coûts à long terme pour les pays.
2. Ce rapport retient les estimations dites élevées. La base de calcul est la suivante : (1) meilleure estimation. Les meilleures estimations d'UCDP sont calculées en cumulant les chiffres les plus fiables relatifs à la totalité des incidents liés aux combats pendant une année. Si les estimations de différents rapports varient, elles sont examinées afin de déterminer la source la plus fiable. Si cela s'avère impossible, l'UCDP a pour règle de prendre le chiffre le plus faible. (2) Basse estimation. Les estimations basses de l'UCDP sont calculées en cumulant les estimations les plus basses relatives à la totalité des incidents liés aux combats pendant une année. Si les estimations issues de différents rapports varient et qu'une estimation plus élevée est jugée plus fiable, l'estimation basse est également retenue si elle est jugée raisonnable. (3) Estimation élevée. Les estimations élevées d'UCDP sont calculées en cumulant les estimations les plus hautes relatives à la totalité des incidents liés aux combats

pendant une année. Si les estimations issues de rapports différents varient et qu'une estimation plus basse est jugée plus ou aussi fiable, l'estimation élevée est également retenue si elle est jugée raisonnable. Si les groupes ayant participé à certains incidents ne peuvent pas être désignés avec certitude, ces incidents sont aussi inclus dans l'estimation élevée (UCDP, n.d.).

Références

- ADB (African Development Bank), OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development), UNDP (United Nations Development Programme), and UNECA (United Nations Economic Commission for Africa). 2013. *African Economic Outlook 2013: Regional Edition/Western Africa*. Abidjan. http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/PDF/Regional_Edition/West_Africa_2013_en.pdf.
- Antil, A., and M. Mokhefi. 2014. *Managing the Sahara Periphery*. Sahara Knowledge Exchange Series, Fragility, Conflict, and Violence Group, World Bank, Washington, DC.
- Arthur, P. 2010. "ECOWAS and Regional Peacekeeping Integration in West Africa: Lessons for the Future." *Africa Today* 57 (2) 3–24.
- Bah, A. M. 2005. "West Africa: From a Security Complex to a Security Community." *African Security Review* 14 (2) 77–83. <http://www.issafrica.org/pubs/ASR/14No2/EBah.pdf>.
- Bakrania, S. 2013. "Conflict Drivers, International Responses, and the Outlook for Peace in Mali: A Literature Review." GSDRC Issues Paper, Governance and Social Development Resource Centre, University of Birmingham, United Kingdom.
- Bertelsmann Stiftung. 2014. "BTI 2014: Mauritania Country Report." Gütersloh, Germany. http://www.bti-project.de/uploads/tx_itao_download/BTI_2014_Mauritania.pdf.
- Blattman, C., and E. Miguel. 2009. "Civil War." NBER Working Paper 14801, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <http://www.nber.org/papers/w14801.pdf>.
- Buhaug, H., and K. S. Gleditsch. 2008. "Contagion or Confusion? Why Conflicts Cluster in Space." *International Studies Quarterly* 52 (2) 215–33.
- Carbone, G. 2013. "Leadership Turnovers in Sub-Saharan Africa: From Violence and Coups to Peaceful Elections?" Analysis No. 192, Italian Institute for International Political Studies, Milan.
- Center for International Peace Operations (ZIF). 2012. *The West African Region: Between Peace Dividends and the Road to Recovery*. Berlin: ZIF.
- Diallo, M. 2009. "Conflict Systems in West Africa: Introducing Conflict Systems with a View towards a Regional Prevention Policy." Workshop on Conflict Systems and Risk Assessment in West Africa, ECOWAS/SWAC Joint Work Programme, Bamako.
- Dowd, C. 2013. "Tracking Islamist Militia and Rebel Groups." Climate Change and African Political Stability Research Brief 8, Armed Conflict Location and Event Dataset (ACLED).

- Fall, A. 2010. "Understanding the Casamance Conflict: A Background." KAIPTC Monograph 7, Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre, Accra. <http://www.kaiptc.org/publications/monographs/monographs/monograph-7-aissatou.aspx>.
- Fofana M. and D. Flynn. 2014. "Sierra Leone 'Hero' Doctor's Death Exposes Slow Ebola Response." *Reuters*, August 24. <http://in.reuters.com/article/2014/08/24/health-ebola-khan-idINKBN0GO07C20140824>.
- Human Rights Watch. 2011. "Nigeria: Post-election Violence Killed 800." <http://www.hrw.org/news/2011/05/16/nigeria-post-election-violence-killed-800>.
- ICG (International Crisis Group). 2013. "Niger: Another Weak Link in the Sahel?" Africa Report 208, ICG, Brussels. [http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/niger/208-niger-another-weak-link-in-the-sahel-english.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/africa/west-africa/niger/208-niger-another-weak-link-in-the-sahel-english.pdf).
- IOM (International Organization for Migration). 2014. "West and Central Africa." <http://www.iom.ch/cms/west-africa?v=1362363401000>.
- Jörgel, M., and M. Utas. 2007. "The Mano River Basin Area: Formal and Informal Security Providers in Liberia, Guinea and Sierra Leone." Report FOI-R--2418--SE, Swedish Defense Research Agency, Stockholm. http://www.foi.se/ReportFiles/foir_2418.pdf.
- Kacowicz, A. M. 1997. "'Negative' International Peace and Domestic Conflicts, West Africa 1957–1996." *Journal of Modern African Studies* 35 (3): 367–85.
- Langer, A., and F. Stewart. 2014. "Regional Imbalances, Horizontal Inequalities and Violent Conflicts: Insights from Four West African Countries." Fragility, Conflict, and Violence Group, World Bank, Washington, DC.
- Leonard, D. K. 2010. "Elections and Conflict Resolution in Africa." In *When Elephants Fight: Preventing and Resolving Election-Related Conflict in Africa*, ed. K. Matlosa, G. M. Khadiagala, and V. Shale, 37–50. Johannesburg: Electoral Institute for the Sustainability of Democracy in Africa.
- Luckham, R., I. Ahmed, R. Muggah, and S. White. 2001. "Conflict and Poverty in Sub-Saharan Africa: An Assessment of the Issues and Evidence." IDS Working Paper 128, Institute of Development Studies, Brighton, United Kingdom.
- Marc, A., A. Willman, G. Aslam, M. Rebosio, and K. Balasuriya. 2015. *Societal Dynamics and Fragility: Engaging Societies in Responding to Fragile Situations*. Washington, DC: World Bank.
- Marshall, M. G. 2006. "Conflict Trends in Africa 1946–2004: A Macro-Comparative Perspective", Africa Conflict Prevention Pool, London. <http://www.systemicpeace.org/africa/AfricaConflictTrendsMGM2005us.pdf>.
- Maze, K. 2014. "Land Conflict, Migration, and Citizenship in West Africa: Complex Diversity and Recurring Challenges—A Desk Study." Fragility, Conflict, and Violence Group, World Bank, Washington, DC.
- M'Cormack, F. 2011. "Conflict Dynamics in West Africa." Helpdesk Research Report, Governance and Social Development Resource Centre, University of Birmingham, United Kingdom.
- N'Diaye, B. 2011. "Conflicts and Crises: Internal and International Dimensions." Dans *ECOWAS & the Dynamics of Conflict and Peacebuilding*, ed. T. Jaye and S. Amadi. Dakar: CDD West Africa, Consortium for Development Partnerships, CODESRIA.

- O'Regan, D., and P. Thompson. 2013. "Advancing Stability and Reconciliation in Guinea Bissau: Lessons from Africa's First Narco-State." ACSS Special Report 2, Africa Center for Strategic Studies, Washington, DC.
- Pérouse de Montclos, M.-A. 2014. "Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis." Chatham House, London. http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20140901BokoHaramPerousedMontclos_0.pdf.
- Security Council Report. 2011. *Emerging Security Threats in West Africa*. Special Research Report 1, Security Council Report, New York.
- Smyth, T. M., and M. L. Best. 2013. "Tweet to Trust: Social Media and Elections in West Africa." In *Proceedings of the Sixth International Conference on Information and Communication Technologies and Development: Full Papers*, Vol. 1, 133–41.
- Sommers, M. 2007. *West Africa's Youth Employment Challenge: The Case of Guinea, Liberia, Sierra Leone and Côte d'Ivoire*. Vienna: United Nations Industrial Development Organization.
- Souaré, I. K. 2010. "A Critical Assessment of Security Challenges in West Africa." Situation Report, Institute of Security Studies, Paris.
- Straus, S. 2012. "Wars Do End! Changing Patterns of Political Violence in Sub-Saharan Africa." *African Affairs* 111 (443): 179–201.
- Themnér, L., and P. Wallensteen. 2013. "Armed Conflicts 1946–2012." *Journal of Peace Research* 50 (4): 509–21.
- Thomas, K. 2014. "Mistrust of Government Spurs Ebola Spread." *IRIN Africa*, September 24. <http://www.irinnews.org/report/100568/mistrust-of-government-spurs-ebola-spread>.
- Thurston, A., and A. Lebovich. 2013. "A Handbook on Mali's 2012–2013 Crisis." Working Paper 13-001, Institute for the Study of Islamic Thought in Africa, Northwestern University, Evanston, IL.
- UCDP (Uppsala Conflict Data Program). n.d. "Definitions, Sources and Methods for Uppsala Conflict Data Program Battle-Death Estimates." Department of Peace and Conflict Research, Uppsala University, Sweden. http://www.pcr.uu.se/digitalAssets/124/124934_3ucdp_battle-deaths_-_definitions__sources__methods.pdf.
- UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime). 2013. *Transnational Organized Crime in West Africa: A Threat Assessment*. Vienna.
- Williams, P. D. 2011. *War and Conflict in Africa*. Cambridge: Polity Press.
- World Bank. 2008. "Nigeria's Experience Publishing Budget Allocations: A Practical Tool to Promote Demand for Better Governance." Social Development Note, World Bank, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/11138/469250NWP0Box31UBLIC10SDN1DFGG1Note.pdf?sequence=1>. 2011. *World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development*. Washington, DC: World Bank.
- Zacher, M. W. 2001. "The Territorial Integrity Norm: International Boundaries and the Use of Force." *International Organization* 55 (2): 215–50.

Depuis l'époque des indépendances, l'Afrique de l'Ouest a été le théâtre de guerres civiles meurtrières, de nombreux conflits et d'explosions de violence. Mais contrairement aux idées reçues, ces conflits et violences ont été moins nombreux et ont fait moins de victimes dans cette région que dans le reste du continent au cours de la même période. Depuis les années 2000, on constate une très nette diminution des guerres civiles de grande ampleur. Malgré cela l'extrémisme, le trafic de drogue et de personnes et la piraterie menacent aujourd'hui les progrès impressionnants réalisés par la sous-région.

A ces menaces viennent s'ajouter les difficultés liées à l'intégration des jeunes dans la société, aux mouvements migratoires et aux déséquilibres sous-régionaux. Le développement rapide des industries extractives, la faiblesse des institutions politiques, la trop lente réforme des secteurs de la sécurité et les problèmes de gestion foncière sont également sources de fragilité.

L'ouvrage « Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest » analyse les facteurs de conflits et leurs conséquences sur les pays de la sous-région. Le livre examine la manière dont l'Afrique de l'Ouest a su faire face aux conflits et aux violences, sous l'impulsion de la CEDEAO. L'organisation est en effet devenue pionnière dans la résolution des conflits sur le continent.

Cet ouvrage identifie également les principales leçons à tirer des conflits en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et au Libéria pour renforcer la résilience des pays qui sont confrontés à des situations similaires. Il repose sur les analyses menées par des chercheurs et spécialistes de ces questions. Enfin, le livre offre des pistes de réflexion pour que les politiques de développement intègrent ces défis dans leurs interventions.

